Lundi, 3 septembre 1849. EDITION DU MATIN. 1re année. — N° 91.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
Paris. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
Seine. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
Départements.	32 »	16 »	8 »	3 »»
Étranger . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

L'un des rédacteurs gérant : ALPHONSE HERMANT.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. . .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé à M. Eug. Carpentier. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Imprimerie centrale des Chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX, r. Bergère, 20

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 24 mai 1848.)

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 2 SEPTEMBRE 1849.

L'ÉTRANGER.

Quelque tristes que fussent nos prévisions à l'égard de la révolution allemande, elles ont été au dessous de la réalité.

Il paraît que de cet universel mouvement de tous les pays germaniques il ne restera bientôt qu'un vague souvenir. Des négociations entre les princes, de la longue existence des parlements, des vœux des populations appuyés quelquefois par la force des armes, de tout cela il ne reste aucune trace constitutionnelle ou légale. L'Allemagne retombe dans son ancienne immobilité et son impuissance. Ce qu'il y a de plus triste, c'est qu'elle n'a pas le droit de se plaindre. Elle a fait ses affaires elle-même. L'Italie et la Hongrie succombèrent aux attaques de l'étranger. En Allemagne, ce sont les Allemands dont on s'est servi pour accabler les Allemands. Des peuples d'une même origine qui se laissent ainsi employer à s'entre-détruire prouvent combien ils sont encore loin de pouvoir constituer une nation. Il n'y a pas de nation qui n'ait été troublée par des discordes et les guerres civiles; mais la guerre que les régiments prussiens ont faite aux habitants de Dresde, ainsi que l'expédition des régiments prussiens, hessois et meklembourgeois, contre les habitants du duché de Bade, ce n'est pas là de la guerre civile, ce sont des expéditions du moyen-âge où les troupes domestiques et les soldats mercenaires de quelques chefs combattaient contre les populations des campagnes et contre des cités naissantes. On voit bien que l'esprit de l'Allemagne nouvelle n'a pas pénétré dans l'armée allemande. Les régiments prussiens, hessois, wurtembergeois et bavarois se disent, il est vrai, allemands, mais en réalité ils ne connaissent d'autre patrie que leurs casernes, d'autre devoir que celui d'obéir à leurs chefs, c'est-à-dire à leurs princes. Nous ne parlons pas des régiments autrichiens : on sait qu'en Autriche l'armée est regardée comme une propriété. En Autriche chaque grand seigneur possède un ou plusieurs régiments. Il porte même officiellement le titre de *propriétaire* de tel ou tel régiment. (*Inhaber des regiments.*) Tous ces régiments pris ensemble forment la propriété militaire de l'empereur d'Autriche. Que pouvaient les parlements et les clubs allemands contre une masse de soldats qui se regardent, les uns comme domestiques, les autres comme serfs, comme *propriété* de leur souverain ?

Ce dont on a le droit d'accuser les hommes parlementaires de l'Allemagne, c'est de n'avoir pas tenu compte de cet état des choses. Si l'on n'avait pas trouvé le moyen de gagner la force armée à la cause du peuple, on devait bien se garder d'attaquer les souverains qui avaient à leurs ordres une domesticité si nombreuse, si bien armée, et qui possédaient une immense propriété consistant en états-majors, forteresses, canons, provisions militaires.

Ce dont on peut accuser les parlements allemands, c'est qu'ils n'avaient pas essayé d'organiser les finances de leurs pays respectifs. Ils auraient pu ainsi ôter aux souverains les moyens les plus efficaces dont ils se soient servis contre les libertés de l'Allemagne : l'argent.

Le premier exemple de cette incurie politique a été donné par l'Assemblée nationale de Francfort. Nous avons donné dans le temps (Voir la *Tribune des Peuples* du mois d'avril) l'histoire de cette triste Assemblée. Ses mesures immorales, oppressives pour les Peuples, étaient votées dans le but de flatter l'orgueil national et de capter en même temps la bienveillance du monarque. Nous avons parlé de ses travaux stériles pour créer une législation à laquelle on n'avait aucun moyen de donner une sanction. Tout cela est déjà du passé. L'Assemblée elle-même n'existe plus; mais la manie théoritique dont était atteinte cette Assemblée existe toujours. Elle s'est communiquée aux parlements de Berlin et de Vienne.

Cette Assemblée de Francfort nationale, allemande, souveraine, n'avait pas de trésors; elle n'avait pas à sa disposition un seul soldat. L'Assemblée constituante de Berlin s'était mise dans les mêmes conditions d'impuissance. Aussi a-t-il suffi au gouvernement d'envoyer un piquet de soldats de police pour la dissoudre. L'empereur d'Autriche n'avait pas besoin d'employer des gendarmes contre l'Assemblée de Vienne. Un agent du gouvernement intima l'ordre aux représentants du peuple de quitter la capitale et de se transporter à Kremsier. Ils ne purent qu'obéir. Un autre agent les a chassés de Kremsier. On ne sait pas maintenant quel sera le lieu de la nouvelle réunion. Les souverains allemands traitèrent avec le même sans-façon les constitutions et leurs propres chartes octroyées. La constitution dite de Francfort fut abolie comme tombée en désuétude avant même d'avoir été mise en usage. Les constitutions de Berlin et de Vienne ont été remplacées par des chartes, auxquelles les monarques qui les avaient octroyées substituèrent bientôt d'autres chartes destinées à leur tour à être modifiées ou abolies. Les députés acceptent toutes ces constitutions et chartes, les discutent article par article, et ne prêtent serment de les observer que pour les voir bientôt changées et même anéanties. Le Peuple, las de tant de changements, ne croit pas plus à la parole des monarques qu'à la valeur des constitutions et à la bonne foi des représentants. Il trouve inutile de les nommer et ne va plus aux élections.

L'Allemagne est de nouveau au pouvoir des monarques. Ils se sentent même maintenant plus forts qu'ils ne l'étaient avant la Révolution de février. L'Assemblée de Francfort a mis entre leurs mains une arme terrible et toute nouvelle :

Cette arme, c'est la loi sur l'état de siége.

Elle était inconnue à l'Allemagne. L'Assemblée de Francfort en a emprunté l'idée à la nôtre. C'est la seule loi de cette malheureuse assemblée que l'on ait laissée en vigueur. Les monarques prennent des mesures qui auraient scandalisé les Allemands d'autrefois. Ils ne respectent plus les anciennes circonscriptions territoriales des États. Ils envoient leurs troupes et leurs gendarmes jusque dans les capitales des pays sur lesquels ils n'avaient aucun droit d'action legitime. Cette intervention militaire et policière de nouvelle espèce s'exerce au nom de l'empire germanique. Un État allemand qui a l'avantage d'appartenir à l'empire germanique est par cela même soumis au régime de nous ne savons combien de gouvernements et de polices. Les Saxons, les Schleswigois et les Badois en ont fait une terrible expérience.

Tous ces souverains se groupent, comme par le passé, autour du roi de Prusse et de l'empereur d'Autriche, leurs chefs naturels. Malgré les difficultés qui viennent surtout du besoin de ménagements que l'on doit encore garder à l'égard des Peuples, la meilleure intelligence n'a cessé de présider aux rapports entre ces chefs, et ils sont plus intimement et plus que jamais liés de sympathie et d'intérêt avec l'empereur de Russie.

L'ancienne sainte-alliance a été, comme on sait, conclue dans le but d'arrêter les progrès de ce qu'on appelait l'esprit révolutionnaire, l'esprit français. La nouvelle alliance s'arme contre l'esprit de toutes les nationalités renaissantes. La Prusse, au nom de l'Allemagne, promet à l'Autriche sa coopération contre les Madgyars, les Slaves et les Italiens. L'Autriche, remise en possession de ses conquêtes, tiendra à la disposition des souverains allemands ses régiments madgyars, slaves et italiens. Quant à la Russie, qui ne craint pas chez elle la guerre des races, elle surveillera ce que l'on appelle maintenant en diplomatie les intérêts moraux de l'Europe. La Russie s'est réservée la liberté de combattre son ennemi quelque part qu'elle le trouve.

Cet ennemi, l'empereur de Russie l'a nommé dans son manifeste, c'est l'esprit révolutionnaire.

Nous venons peut-être un peu tard pour parler de l'indigne traitement infligé à un écrivain prévenu d'un simple délit de presse. Nous avons attendu que l'autorité voulût bien s'expliquer, tant ses rigueurs nous paraissaient incroyables sous le gouvernement de la République. Mais l'explication embarrassée et contradictoire donnée par le *Moniteur du Soir* ne nous laisse aucun doute sur la véracité des faits avancés, et nous croyons de notre devoir de porter à la connaissance de notre public ce qui s'est passé à l'égard de M. Furet, gérant d'un journal de Rouen. Il est bien qu'on sache les inqualifiables procédés dont croit devoir user l'autorité envers les hommes de lettres, les écrivains de la presse libérale, à qui l'on n'a d'autre crime à reprocher que de ne pas penser comme la presse réactionnaire sur ce qui regarde la politique intérieure et extérieure de la nouvelle France.

M. Furet, détenu à Ste-Pélagie, a été conduit de Paris à Rouen par la voie de terre, à pied, escorté de gendarmes, et les fers aux mains, absolument comme s'il était agi du dernier des malfaiteurs. Arrivé à Rouen, il a été déposé à la maison de justice, où il a passé plusieurs jours dans la cour et dans les chambrées des voleurs et des assassins.

Ces brutalités, que rien n'autorise, dont on n'a pas vu d'exemple depuis 1829, l'organe du ministre de l'intérieur a commencé par les nier, en affirmant que le détenu avait quitté Sainte-Pélagie en cabriolet. Mais la vérité a été rétablie par la victime elle-même, dans une lettre que chacun a pu lire. M. Furet n'est allé en cabriolet que jusqu'à Saint-Denis; là, il a été mis à pied, et le lendemain on lui a mis les menottes aux mains. Comprend-on qu'un *organe officiel* descende à d'aussi misérables équivoques?

Forcé de reconnaître l'exactitude des faits, le journal de M. Dufaure s'efforce au moins d'en disculper la justice et l'administration. Cette mesure rigoureuse, dit-il, ne doit être imputée qu'à l'ignorance et à l'erreur des autorités de Saint-Denis. Justification inacceptable! Le gouvernement ne peut avoir oublié qu'il est responsable de la conduite de ses agents.

Nous demanderons maintenant à l'autorité si c'est aussi par erreur et par ignorance que M. Furet a été mis, pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, en société de voleurs et d'assassins; nous lui demanderons depuis quand un simple délit de presse est assimilé aux crimes les plus odieux !

L'énormité de pareils traitements envers les hommes de la presse républicaine révèle dans le pouvoir, qui les tolère ou les excuse, un sentiment de haine basse et lâche, à qui ne suffisent plus les rigueurs de la loi, à qui il ne suffit plus de frapper, qui voudrait dégrader avant de frapper.

Voici quelques détails puisés dans une lettre de Cracovie, et qui se rapportent, à la vérité, à une époque déjà assez ancienne, au début de l'intervention russe en Hongrie; ils nous paraissent cependant assez significatifs pour que nous n'hésitions pas à les mettre sous les yeux de nos lecteurs. La lettre provient d'une bonne source.

.... « L'empereur Nicolas, en recevant l'empereur d'Autriche à Varsovie, portait l'uniforme du régiment hongrois dont il est le chef et qui maintenant se bat avec fureur contre l'armée autrichienne. Dès qu'il aperçut le jeune monarque, il lui dit : Mon frère, voilà le dernier hussard qui vous est resté fidèle. » Et, s'apercevant que cette parole avait tant soit peu attristé son jeune hôte, il l'enleva de terre et le tenant dans ses bras, il ajouta : « Mais, soyez tranquille; comme je viens de vous soulever dans les airs, de même je relèverai votre empire.

» L'idée de la guerre de Hongrie était très impopulaire dans l'armée russe et dans toute la Russie, plutôt pénétrée d'idées panslavistes. On prétend que le général prince Gorczakow se jeta aux pieds de l'empereur, à Varsovie, en le suppliant de ne point intervenir dans cette guerre. Le plus grand mépris pour les Autrichiens régnait dans l'armée russe.

Au double passage de l'empereur par Cracovie, il régnait dans le Peuple un sentiment semblable à celui qui pesait sur les populations romaines au passage d'Attila. On se répétait à voix basse : Que la colère de Dieu passe, *transeat flagellum Dei!*

Tous les efforts de la police russe furent inutiles pour faire éclater un seul cri au moment où l'empereur prenait place dans le wagon du chemin de fer. En vain ses agents firent ouvrir les barrières pour que le public pût s'y précipiter; en vain à trois reprises différentes ils entonnèrent eux-mêmes des *vivats* qui restèrent sans écho.

» Il y avait une grande quantité de Polonais dans les corps russes qui ont traversé Cracovie, mais ils n'osaient parler leur propre langue de crainte de s'attirer de terribles punitions de la part de leurs supérieurs.

» Le fait suivant est particulièrement remarquable : un major russe avait reçu un billet de logement dans la maison d'un des citoyens les plus considérés de Cracovie. Une sentinelle d'honneur stationnait à la porte de la maison

---

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 3 SEPTEMBRE 1849.

REVUE DES ARTS ET DES THÉATRES.

Nous reprenons notre plume, tout étourdi encore du coup politique qui est venu nous la briser dans la main. Mais point de vaines récriminations, et benissons le sort de nous avoir épargné une plus longue infortune. Nous disons le sort, parce que c'est une puissance élastique que l'on peut bénir sans se compromettre, et qu'il est des cas où il y aurait presque sacrilége à faire intervenir la Providence. Ainsi, recueillons nos esprits égarés, et voyons ce qui s'est passé dans le monde de l'art pendant qu'une partie de notre être collectif se trouvait sous les verrous, quand l'autre promenait ses soucis, qui à l'exposition, qui n'importe où.

Pour notre part ce n'est pas avec une physionomie riante que nous avons visité les diverses expositions de l'année, depuis celle des Champs-Élysées, jusqu'à l'exposition du *Juif-Errant*. N'étant pas un industriel, nous ne sommes pas tenu d'entretenir longuement nos lecteurs des merveilles de la première. Nous nous contenterons de leur dire qu'il y a là des grues à soulever le monde, le point d'appui d'Archimède une fois trouvé ; des châles qui passeraient presque par une bague, comme le diable à travers le trou de la serrure dans la ballade de messire Twardowski; des ciselures à éclipser les chefs-d'œuvre de Cellini; des savons que Poppée eût payés au poids de l'or; des armes parmi lesquelles on pourrait hardiment choisir des épées d'honneur pour nos Scipions manqués d'Afrique; des végétaux prodigieux, témoin certains champignons qui rappellent les choux de Dioclétien et les roses du grand Condé (les grands esprits ne se font horticulteurs que quand ils sont, hélas, près de tomber dans l'enfance; enfin une foule d'objets d'art et autres produits qui ne demandent que des acheteurs. Malheureusement les acheteurs manquent :

> C'est la faute de Rousseau,
> C'est la faute de Voltaire,

C'est à dire de la République ; mais patience !

Certes, il y aurait de quoi pleurer sur l'art à l'exposition des Tuileries. Que de croûtes, au milieu desquelles surgissent cependant quelques tableaux d'un mérite incontestable; *rari nantes in gurgite vasto!* La République a donc laissé passer des noms qui, jusqu'ici, n'avaient obtenu que les honneurs de l'ostracisme. Allons, félicitons-la d'avoir vengé plusieurs artistes du jury de la monarchie. Toutefois, point d'exagération. La critique a peut-être trop déclamé contre ce jury et trop loué quelques uns des nouveaux exposants. Les comparaisons hyperboliques ne leur ont pas manqué. Tel paysage était presque élevé à la puissance d'un Claude Lorrain; telle figure approchait d'un Rembrandt; ce groupe rappelait le Corrége, etc. Après de pareils éloges, des artistes, qui sont encore loin du but, peuvent facilement perdre la tête et croire qu'ils ont atteint à l'idéal. C'est un mauvais tour que leur joue la camaraderie de l'atelier et de la presse. Au lieu de faire des réputations factices qu'ils ne sauraient soutenir, les maîtres du feuilleton devraient plutôt s'appliquer à découvrir et à mettre en relief le véritable talent, qui meurt souvent de faim dans une mansarde, alors que quelques lignes, signées par une de nos célébrités littéraires dans un journal influent, pourraient lui procurer des travaux dont on confie l'exécution à des médiocrités.

Et maintenant laissons à qui de droit le salon pour aborder le théâtre.

Pendant ce bienheureux état de siége, il y a eu recrudescence de pièces réactionnaires, sous la raison Clairville, Dennery et consorts, à Montansier, au Vaudeville, aux Variétés et même au Gymnase. Après avoir eu l'heureuse idée de s'élever à la hauteur de la bonne comédie en montant le *Philosophe sans le savoir*, de Sedaine, d'une manière supérieure, grâce au talent de Mme Rose Chéri et de Bressant, le Gymnase aurait pu se dispenser de descendre jusqu'aux rapsodies colériques des faiseurs de la réaction.

Nous ne donnerons même pas le titre de ces pièces où l'on injurie avec force solécismes des vaincus exilés ou incarcérés, où l'on prêche la décentralisation, c'est-à-dire la ruine de l'œuvre fondée successivement par les Charles V, les saint Louis, les Louis XI, les Richelieu, la Convention et Napoléon, en un mot par tout ce qui a été fort et grand en France; où l'on prodigue les allusions les plus grossières aux villes de l'étranger qui combattent pour la liberté, représentées, comme nos provinces, par nos plus gracieuses actrices. Le beau rôle que messieurs les faiseurs imposent là à la femme! Née pour aimer et concilier, elle devient entre leurs mains un instrument de haine et de discorde. Et tout cela parce qu'ils n'ont qu'un seul but, celui de s'enrichir. La soif de l'or prend en eux des proportions de plus en plus colossales, comme ce poison symbolique du Bagavat-Gita, devenu si monstrueux qu'il fallut le jeter d'un vivier dans un lac, et du lac dans la mer. Mais aussi, après avoir prostitué leur intelligence sur les autels du veau d'or, tomberont-ils un jour dans l'Océan de l'oubli.

Il n'est cependant pas besoin d'exciter les mauvaises passions pour avoir un succès et par suite de l'argent. Le même public qui a le courage d'applaudir frénétiquement de pareilles élucubrations est cependant assez illogique pour ne pas faire tomber sous ses sifflets des pièces écrites dans un autre esprit, témoin le succès d'*Eva*, tirée du délicieux conte *The Cricket of the Hearth*, de Dickens, un représentant des idées du progrès dans le roman. Les auteurs ont été bien inspirés en puisant à cette source le succès d'un vaudeville qui pèche sans doute sous le point de vue de l'entente de la scène, mais ne manque ni d'esprit ni d'intérêt, et où Leclere, Rebard et Mme Thuilier obtiennent à juste titre les applaudissements du spectateur en jouant les rôles du vieux prolétaire Yorick, de l'insatiable exploitateur Paterson et de la jeune aveugle Eva.

Un événement au théâtre, c'est la réapparition d'Henri Monnier qui, comme Molière, joue dans les pièces qu'il fait. Comme Molière encore, il soigne peu les dénoûments; c'est à typer, à développer les caractères, à saisir la nature sur le fait qu'il s'applique; aussi ses scènes sont-elles vivantes. Avec une pareille puissance, pourquoi n'essaie-t-il pas d'aborder la comédie autrement que par des pochades

Le propriétaire, en sortant, demande en russe à la sentinelle : « De quel gouvernement es-tu ? » Le soldat répond : « Du gouvernement de Varsovie. — Mais alors tu es Polo» nais ? — Oui, certainement, répond en russe le soldat, je » suis Polonais. — Pourquoi donc alors ne me parles-tu » pas en polonais ? — C'est défendu ; si je parlais polonais, » on me donnerait des coups de bâton. »

. . . .

Malgré les désastres de la Hongrie, des meetings en sa faveur succèdent en Angleterre. Ainsi, il en a été tenu un dernièrement dans Albion-Hall, Hammersmith, où, sur la motion de lord Dudley Stuart, on a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes : 1° que la destruction de l'indépendance hongroise par les armes combinées d'un souverain qui n'a pas un droit légal à la couronne et d'un ennemi étranger ne fait que rendre plus impérieux pour les Anglais le devoir d'exprimer leurs sympathies pour les patriotes de la Hongrie ; 2° qu'une adresse sera présentée à lord Palmerston, exprimant l'espoir que la diplomatie anglaise interviendra avec succès pour assurer à la nation hongroise ses libertés historiques, au lieu d'une simple fusion avec les autres états autrichiens ; 3° que l'expression de ces sentiments sera communiquée à Kossuth et à ceux qui l'ont secondé dans la défense d'une si noble cause. A Halifax, un meeting, tenu sous la présidence du maire, a voté des adresses à lord John Russell et à lord Palmerston, pour réclamer leur assistance en faveur de la Hongrie ; plusieurs orateurs, parmi lesquels nous ne mentionnerons ici que MM. Henry Martin, Joseph Jennings, Sloane, Moorhouse, Morton et Kydd, y ont prononcé des discours énergiques et éloquents. A Glasgow, enfin, ville si importante de l'Ecosse, un meeting vient d'être tenu à l'Hôtel-de-Ville, sous la présidence de M. Ross ; des résolutions énergiques en faveur des Hongrois y ont été votées ; les orateurs principaux étaient MM. Clarke et Cullen.

POURQUOI LES POLONAIS, POURQUOI LES RUSSES NE SE LÈVENT-ILS PAS ?

Ces deux questions sont inséparables. On ne pourrait se demander pourquoi les Polonais ne se lèvent pas sans être pour ainsi dire forcés de rechercher la cause qui empêche les Russes de se lever.

Les destinées de la Pologne et de la Russie résultant de l'histoire de ces deux pays ont rendu presque inextricable le nœud que les patriotes et les vrais amis de la liberté en Russie et en Pologne s'efforcent en vain, jusqu'à présent, de délier et qu'ils trancheront probablement bientôt.

Pouchkin ne disait pas tout lorsque, chantant la prise de Varsovie, il criait à l'Europe : « Ne vous mêlez pas de nos affaires ; c'est une lutte à nous seuls, une lutte séculaire qui décidera lequel de nous doit régner dans le nord. » Il aurait dit plus vrai s'il eût osé faire parler sa muse, car la censure était là pour la contenir. C'est la liberté et le despotisme qui luttent dans le nord depuis des siècles. C'est du règne de la liberté ou du despotisme qu'il s'agit, et non de tel ou tel peuple, de tel ou tel trône.

Tout autre point de vue ne nous expliquerait pas le singulier phénomène d'inertie qui, depuis la révolution de Février, se remarque en Pologne et en Russie contrairement à tous les calculs humains, à toutes les prévisions des hommes d'état. Ces grandes intelligences s'étonnent de ce que les Polonais et les Russes ne sont que spectateurs du grand drame joué par tant d'autres Peuples, ou qu'ils ne se mêlent dans ce jeu passionné de l'Europe que par leur intervention, les uns en aidant une monarchie étrangère, les autres en volant au combat partout où la liberté est en danger.

Il est pourtant juste de dire que cette déception des intelligences des diplomates et des hommes politiques n'est pas unique depuis la révolution de Février. Ceux qui n'ont pas pu prévoir l'exil de Louis-Philippe, la révolution de la ville sybaritique de Vienne et les saluts révérencieux que le fier Hohenzollern a dû faire devant les cadavres des hommes qu'il avait fait massacrer, ne doivent pas s'étonner de voir l'empereur Nicolas se maintenir encore sur son trône. Les républicains de la veille et du lendemain, qui n'ont pas su deviner que la première révolution serait nécessairement un mouvement social au lieu d'être une émeute, eux qui n'ont pas prévu que la politique républicaine traverserait des phases si déplorables, n'ont pas le droit de s'étonner de ce que les Polonais ne se sont pas encore levés.

Pour nous, nous croyons que l'immobilité des Russes et des Polonais, depuis le commencement de la Révolution européenne a eu sa cause aussi bien que tout autre événement de l'époque. Nous croyons encore que chaque Peuple célébrera son entrée dans la nouvelle ère à sa manière, malgré les causes qui pourraient l'entraver dans sa marche.

Les Polonais n'auraient pas beaucoup de peine à se justifier devant l'opinion publique. Ils n'auraient qu'à lui montrer ses chaînes rivées par trois puissances, énumérer les milliers de leurs frères qui garnissent les frontières de leurs oppresseurs depuis le Caucase jusqu'au Rhin, de la mer Glaciale aux bords de l'Adriatique, désigner leurs cachots, depuis les mines de la Sibérie jusqu'au Spielberg et à Spandau, signaler la concorde avec laquelle les trois dynasties s'acharnent contre leur nationalité et s'abattent sur leur proie au moindre mouvement. Ils lui rappelleraient la politique pusillanime de Louis-Philippe, les fameuses paroles de son ministre et de son homme de confiance : *L'ordre règne à Varsovie*, et *chacun pour soi* ; ils lui montreraient la valeur de ces mots : *La nationalité polonaise ne périra pas*, et l'efficacité des votes annuels en faveur de la Pologne, votes qui ont un digne pendant dans celui de l'Assemblée nationale. La mauvaise foi des Prussiens et des Autrichiens, même de ceux qui étaient animés de l'esprit révolutionnaire, l'égoïsme honteux de l'Assemblée nationale allemande, le massacre de 1846 en Gallicie, la boucherie de 1848 dans le grand duché de Posen, le bombardement de Cracovie et de Léopol, tout cela enfin suffirait certainement pour disculper les Polonais de leur inactivité révolutionnaire.

Après avoir supporté tout le poids de la solidarité des monarques, ils savent maintenant par expérience, depuis 1831, ce que vaut la solidarité des gouvernements constitutionnels et des révolutions qui n'ont rien de républicain que le nom. Et pourrait-on leur en vouloir, si après avoir fait une expérience si chèrement payée, ils hésitent encore avant de faire des efforts pareils à ceux qu'ils ont faits en 1831 ? Servir à l'Allemagne d'avant-garde pour être opprimée par elle, faire diversion en faveur de l'Europe pour être abandonnée par elle, ce n'est plus un dévouement généreux, ce n'est plus un service rendu à l'humanité.

Mais ce ne sont pas encore ces causes, quelque graves qu'elles soient, qui les retiennent. Ils ont grandi dans le malheur et ils ont acquis la conviction qu'il n'y a que leurs propres forces qui puissent reconstituer leur patrie. Ils se préparent à une lutte décisive, malgré la situation fâcheuse dans laquelle les ont plongés leurs ennemis et leurs amis.

Non, ce ne sont pas les dangers de la lutte, ce ne sont pas les sacrifices qui les arrêtent, qui les décident à attendre. *Ils ne veulent pas empêcher les Russes de se lever en se levant eux-mêmes.*

Leur mot d'ordre ne pourrait être autre que celui de l'indépendance nationale, ou du moins d'une fédération avec une Russie libre. Malheureusement les hommes les plus libéraux et les plus mécontents en Russie ne conçoivent pas encore que la devise polonaise ne contrarierait en rien les efforts qu'ils feraient pour débarrasser leur patrie du despotisme. C'est pour laisser aux Russes toute la liberté d'action révolutionnaire que les Polonais, au lieu de se soulever contre la Russie, font des sacrifices et se dévouent dans la guerre en Hongrie. La participation des Polonais dans la guerre hongroise confond le despotisme de l'autocrate, mais elle ne blesse pas le sentiment national russe. Aux yeux de l'empereur Nicolas, les Polonais qui combattent en Hongrie sont des traîtres ; aux yeux des patriotes russes, ce sont des héros.

L'abstention des Polonais de se soulever dans leur propre pays contribue à renforcer l'esprit révolutionnaire en Russie, diminue les préjugés des Russes à l'égard de la cause polonaise, et sert plus efficacement la cause de la liberté dans le Nord qu'une lutte précipitée et intempestive.

Nous sommes ainsi arrivés à résoudre la seconde partie de la question : *Les Russes ne secouent pas leur joug parce qu'ils croient que leur révolution faciliterait à la Pologne le recouvrement de son indépendance.*

De tout cela il résulte que la Pologne empêche la Russie, et que la Russie empêche la Pologne de changer en mieux l'état politique et social du Nord.

Une situation pareille ne peut se perpétuer sans blesser les intérêts les plus chers de l'humanité, sans aider le despotisme et sanctionner l'injustice. Il dépend des Polonais et des Russes de la faire cesser, d'effacer de l'histoire une complication qui entraînerait forcément des suites terribles, coûterait aux Peuples de la même race des flots de sang, et amènerait les plus grands désastres. Qu'ils se tendent la main pour renverser le seul obstacle qui s'oppose à leur bonheur commun, et se fient, pour la direction de leurs destinées futures, aux hommes qui ne font jamais défaut aux Peuples quand il s'agit de poursuivre et de réaliser de grandes idées.

La dernière conspiration russe vient à l'appui de ce que nous venons d'avancer, en montrant la nécessité pour les deux nations de s'entendre. Point de conspiration exclusive, soit russe, soit polonaise ! Une conspiration commune, une levée de boucliers générale, un seul cri : *Vive la liberté ! vive la république fédérative des Slaves !* A cette voix, les Russes et les Polonais comprendront qu'ils se soulèvent, qu'ils se dévouent chacun pour leur patrie, et tous pour les droits les plus sacrés du genre humain.

ITALIE

Piémont. — TURIN, 29 août. — La *Gazette officielle* annonce qu'un congé temporaire a été accordé pour raison de santé à M. d'Azeglio, président du conseil des ministres. Le portefeuille des affaires étrangères sera tenu pendant son absence par M. Galvagno, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

— Dans toutes les villes du Piémont et jusque dans les plus petites localités, on célèbre ou l'on prépare des cérémonies funèbres en l'honneur de Charles-Albert, dont la mort prématurée a excité dans tout le Piémont les plus vifs et les plus profonds regrets.

A Acqui les Israélites se réunissaient le 23 août dans leur temple, en habits de deuil, et adressaient leurs prières au dieu d'Israël pour le repos de l'âme de Charles-Albert. Cet hommage était bien dû à celui qui le premier avait affranchi les Israélites, et les avait élevés au rang de citoyens.

— Nous lisons dans la *Democrazia italiana* :

Venise est tombée sous le froid regard de l'Angleterre, qui devait et pouvait la sauver ; sous les yeux de la France qui aurait pu obtenir pour elle de moins déplorables conditions, et qui avait d'ailleurs une dette à lui payer pour l'infâme traité de Campo-Formio.

Venise s'est rendue, mais elle s'est acquis la plus pure et la plus éclatante renommée. C'est de son exemple que s'inspireront tous les peuples lorsqu'ils voudront racheter leur indépendance et leur liberté.

GÊNES, 26 *août*. — La municipalité prépare de magnifiques obsèques, qui auront lieu à l'arrivée de la dépouille mortelle de Charles-Albert. Les travaux du cénotaphe ont déjà commencé dans l'église métropolitaine de San-Lorenzo, sur les dessins de Michele Cauzio. Les travaux de sculpture ont été confiés à Varni et Cevasco ; la partie ornementale à Contunaro. L'oraison funèbre sera prononcée par le comte Terenzio Mamiani, que la commission pontificale a chassé de Rome.

Les désolantes nouvelles de la Hongrie, la nouvelle non moins funeste de la reddition de Venise, les brutales atrocités commises à Milan par les Autrichiens, ont produit dans toute la population une tristesse et une irritation que je ne pourrais dépeindre. Depuis la catastrophe de Novare, jamais notre cité n'eut un aspect plus douloureux.

La présence des émigrés, la plus grande partie Lombards, dépourvus de tous moyens d'existence, ajoute encore une nouvelle tristesse à celle qui a été produite par les événements. — La colère de Dieu pèse donc sur la malheureuse Italie !

VERCEIL, 28 *août*. — A 5 heures du matin est arrivé dans nos murs, le duc de Gênes. Par une fatale coïncidence le chapitre de la basilique métropolitaine célébrait ce jour-là les obsèques de Charles-Albert dans la cathédrale. A ce service assistaient toutes les autorités, la garde nationale, les officiers d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie. Le duc de Gênes, placé dans une galerie, a confondu ses larmes avec celles que versait une population désolée et reconnaissante.

Après la cérémonie, le fils de Charles Albert a reçu toutes les autorités civiles et militaires, et s'est entretenu avec tout le monde. Ses paroles ont montré qu'il était le digne fils d'un prince citoyen.

A trois heures après minuit, le duc de Gênes est parti pour Novarre avec une demi-batterie d'artillerie, le régiment de Piémont infanterie, et une compagnie de lanciers.

Ce jour-là même tous les postes ont dû être consignés aux Piémontais et les soldats de l'Autriche devaient repasser le Tessin. Cette nouvelle dans d'autres temps nous aurait comblés de joie. Aujourd'hui l'impression est moins vive, parce que nous pensons à nos frères de la Lombardie qui verra s'accroître le nombre de ses oppresseurs.

Vénétie. — VENISE. — Nous lisons dans la *Democrazia italiana*.

Si nous sommes bien informés la reddition de Venise a été précédée par le fait suivant.

Quelques femmes s'étaient rendues en terre ferme afin de chercher de l'eau pour les malades. Les Autrichiens fesaient feu sur elles lorsque le général Gorsgoswki le fit cesser en leur disant qu'elles pouvaient venir en toute sûreté pourvu qu'il ne se présentât pas des hommes armés.

C'est par suite de la tolérance manifestée par le général autrichien que le peuple aurait exigé la reddition.

Nous trouvons dans *le Censore* de Gênes une version tout à fait différente. La voici :

« La municipalité de Venise a voulu imiter les autres municipalités d'Italie. Elle a capitulé avec l'Autriche Mais Venise, à ce qu'il paraît, a amendé le traité avec le canon, car, dans les journées du 23 et du 24, la canonnade et le bombardement étaient effrayants. Cependant, il n'en est résulté que peu de dommages pour Venise, vu la position difficile de l'ennemi.

» La flotte vénitienne est toujours au large, et approvisionne la ville sans éprouver beaucoup d'obstacles. »

Toscane. — FLORENCE, 24 *août*. — On prétend que le ministre de la guerre, le général de Laugier, sera nommé gouverneur de Livourne. Il aurait pour successeur le général autrichien Wimpfen. Le vasselage de la Toscane envers l'Autriche se trouvera ainsi tout à fait accompli.

LIVOURNE. — Lundi est parti de cette ville M. Montinho de Lima, ministre plénipotentiaire de l'empereur du Brésil, se rendant à Naples d'où il doit ensuite revenir à Gaëte pour complimenter Pie IX.

Etats romains. — ROME, 22 *août*. — Tout va ici à la débandade. Les plaintes que l'on entend de tous les côtés ne sont pas causées seulement par les persécutions politiques, mais encore par les persécutions financières. Vous connaissez le décret de monseigneur Savelli qui donne un cours forcé au papier monnaie, et menace de la prison et de l'amende tous ceux qui refuseraient de le prendre ou de l'échanger. Ce décret a donné lieu à une scène très curieuse dont je vais vous faire le récit.

Dernièrement un certain courtier très mal famé se présente chez un certain Malvezzi ; il lui présente un bon de 100 écus réduit à 65, en lui disant en présence de témoins, Monsieur, je vous dois dix écus, rendez-moi le reste. Mais vous ne me devez rien, répond Malvezzi. Une querelle s'engage entre le débiteur volontaire et le créancier malgré lui. Des carabiniers arrivent, le peuple se rassemble, et l'affaire allait devenir sérieuse, lorsqu'une voix s'écrie : L'édit de M. Savelli est clair ; qui refuse les bons du trésor doit subir la prion. Là-dessus les gendarmes emmènent à la police le créancier supposé ; heureusement la supercherie a été découverte.

Le pape a promis aux Romains qui voudraient faire acte de contrition pendant trois jours sept ans d'indulgence ; quant à ceux qui feront des actes complets de dévotion, indulgence plénière. Voilà comment on songe à régénérer ce pays !

BOLOGNE, 24 *août*. — Le commandant autrichien a mis à la charge des communes tous les dommages en cas d'agression.

Le gouverneur militaire avait fait insinuer aux membres de l'ancienne municipalité qu'ils seraient déchargés de l'amende de 2,000 écus qui leur avait été infligée, s'ils consentaient à rétracter la délibération qui avait été cause de l'amende. Bien que les membres de l'ancien conseil municipal ne jouissent pas d'une grande fortune, ils ont mieux aimé s'exécuter. Tous ont payé.

La lecture de la lettre de l'archevêque de Paris à M. de Tocqueville a fait ici une grande impression.

La loterie a été rétablie. Quelle belle institution !

SUISSE.

Le canton de Schwitz a adressé une proclamation aux milices cantonnales qui sont de retour des frontières du Rhin. Nous y trouvons le passage suivant :

« Les Suisses peuvent être en dissidence dans leur patrie ; mais ils se lèvent tous comme un seul homme quand il s'agit de la défendre contre l'étranger dans les jours de péril. Chacun pour tous, tous pour chacun, ils sont toujours prêts à sacrifier leurs biens et leurs vies pour le suprême objet de leurs vœux : l'indépendance et la liberté, sans laquelle ils ne peuvent pas vivre.

— Nous apprenons que l'ambassadeur prussien distribue de l'argent aux réfugiés allemands, mais seulement quand ils sont munis d'un passeport pour retourner dans leur patrie. Quelques-uns d'entre eux, pressés par le besoin, ont profité de ces belles dispositions pour demander des feuilles de route afin de recevoir par ce moyen quelques thalers, espérant ne faire aucun usage de ces papiers. Nous avertissons fraternellement les réfugiés de ne pas se laisser prendre à l'amorce, car ceux qui auront obtenu des passeports seront contraints de quitter la Suisse.

Si la Prusse désire voir rentrer les réfugiés, eh bien ! qu'elle les rappelle généreusement par une amnistie générale. Nous nous refusons à croire qu'une ambassade descende jusqu'à tendre des piéges à des malheureux pour les conduire à la mort ou dans les cachots. Cela nous semble impossible.

Tessin. — Des voyageurs arrivant de Milan annoncent que de nouveaux transports de troupes sont dirigés vers les frontières tessinoises. Une forte colonne est arrivée à Come ; le corps qui s'y trouve doit être porté à 10,000 hommes ; la commune de Barèse est occupée par 500 hommes.

Tout porte à croire qu'on veut s'emparer du canton du Tessin. On dit généralement dans le Milanais que ces mesures sont prises de concert avec la France. (*L'Helvétie*.)

PRUSSE.

BERLIN, 30 *août*. — Le directoire de la *Ligue polonaise* siége depuis quelque temps à Berlin, la ville de Posen se trouvant toujours sous le régime de la loi martiale. Il a eu dans les derniers jours plusieurs séances auxquelles ont assisté d'autres Polonais qui séjournent ici, et entr'autres le prince Czartoryski, fils du prince Constantin. Les députés polonais de la seconde chambre prussienne ont décidé de voter dans les questions de la politique générale avec le parti de la gauche, qui s'est obligé envers eux d'appuyer de son côté leurs efforts pour maintenir la nationalité polonaise dans le grand-duché de Posen. Les députés polonais se sont entendus aussi avec quelques membres catholiques de la seconde chambre.

— Un courrier arrivé de Varsovie annonce, non la mort du grand-duc Michel, mais une attaque d'apoplexie qui met sa vie en danger.

— Le *Correspondant de Nuremberg* parle ainsi de la Hégémonie prussienne :

La Prusse a fait dans les derniers mois des progrès brillants dans le développement de sa puissance extérieure. La conquête de l'Hégémonie en Allemagne a été l'idée fondamentale de la politique prussienne, et cette idée a été poursuivie avec zèle et persévérance. Il paraîtrait qu'elle serait près d'atteindre son but. Les succès passés paraissent lui garantir ceux de l'avenir. La bonne organisation de l'armée a été un puissant appui pour un gouvernement qui voulait imposer sa politique à l'aide de la force militaire. Une bureaucratie intelligente et l'égoïsme du peuple prussien, qui entrevoyait sa grandeur dans l'agrandissement de la Prusse, et qui sacrifiait à ce sentiment le besoin de la liberté même, favorisaient admirablement les vues du ministère.

Et pourtant, les succès de la Prusse sont plus brillants que réels, et ce but, dont son esprit de conquête semblait se rapprocher, est loin d'être atteint, peut-être même est-il indéfiniment reculé. Rien n'a nui si fort au plan du ministère prussien que la manière arrogante de s'attribuer à son profit l'hégémonie qui devrait être méritée d'abord. On sait maintenant ce que vaut l'hégémonie prussienne, à la manière dont la Prusse a sauvegardé l'honneur de la nation allemande dans la guerre avec le Danemark et dans l'armistice, et les tribunaux sanguinaires, dans le grand-duché de Bade, montrent à nu la valeur de sa politique. Elle a, dès ce jour, dépassé le point culminant de ses succès, et il est maintenant démontré que l'Allemagne n'est pas mûre pour les plans de la Prusse.

Les tentatives faites pour marier la liberté avec le bonnet rouge ont échoué en Allemagne. Les efforts essayés dans le but de mettre d'accord l'unité de l'Allemagne avec la suprématie prussienne échouerent pareillement. Ce n'est

---

à tiroir. En tant qu'acteur, Henri Monnier est le Protée du grotesque. Il s'incarne pour ainsi dire dans ses deux triades bouffes de la *Famille improvisée* et des *Compatriotes*, genre de pièces dont la donnée échappe à l'analyse.

Nous en demandons bien pardon à l'auteur de *Chatterton* et d'*Eloa*, mais, qui nous délivrera des proverbes *Pompadour*, fussent-ils écrits comme *Quitte pour la peur*, avec une élégance et une pureté de style auxquelles M. Scribe et les autres faiseurs du Gymnase n'ont jamais habitué leur public. Un couple aristocratique, séparé depuis le jour des noces, a déjà vécu deux ans dans l'adultère. Un médecin vient avertir le duc de certains symptômes que les duchesses mêmes ne sauraient cacher aux hommes de l'art, et monseigneur, pour sauver les apparences, vient causer une nuit sous le toit conjugal et le quitte pour le boudoir de sa maîtresse, acceptant ainsi sans le moindre scrupule un héritier de contrebande. Voila, ce nous semble, un sujet peu digne de la plume chaste de M. Alfred de Vigny.

Si le genre régence corrompt les mœurs de la bourgeoisie et fortifie ses goûts monarchiens, la littérature que l'un de nos collègues a appelée avec justesse *vampirique* produit encore plus de mal.

A force d'émotions fausses, elle dessèche le cœur de l'homme du Peuple. Au 24 février, la critique espérait n'avoir plus rien à démêler avec cette dramaturgie qui va tirer des *Causes célèbres* ses héros, les Desrue, les Cartouche, les Brinvilliers. Malheureusement l'espérance est décevante. Voici donc venir de Clamart, sur la scène de la Porte Saint-Martin, cet odieux Castaing, que n'a pu sauver l'éloquence de Me Berryer. Tout le monde connaît les détails du procès de l'empoisonneur émérite, qui croyait avoir trouvé la pierre philosophale dans l'acétate de morphine. Les auteurs de l'*Auberge de la Tête Noire* ne les ont pas jugés assez affreux ; ils ont renchéri sur la vérité, extrait froidement la quintessence des mauvaises passions, multiplié les victimes, et leur mélodrame en neuf tableaux respire une odeur de crime nauséabonde. Jamais on n'a appliqué en style plus plat la célèbre théorie : *le beau c'est le laid*. Mais avec cela on prélève de bonnes recettes ; M. Dupeuty et ses collaborateurs sont de l'avis de Vespasien, l'or ne sent pas mauvais, même quand on le ramasse au milieu du sang et du poison. Ils ont eu toutefois la pudeur de nous épargner une scène d'amphithéâtre et de Place de Grève. C'est autant de gagné !

Lacressonnière fait frissonner sous le costume de l'empoisonneur Gilbert, et Mme d'Harville joue avec intelligence le rôle de la comtesse Dolorès, la Némésis de la pièce.

Le mot de la légende judaïque, *marche, marche*, n'est pas nouveau en littérature. Avant que plusieurs de nos dramaturges ne s'en emparassent, et qu'une réminiscence de ce mot inspirât M. Victor Hugo dans sa ballade le *Feu du Ciel*, Bossuet en avait déjà fait une heureuse application dans une magnique prosopopée.

Marche ! marche ! c'est ainsi que M. Eugène Sue clot le prologue hyperboréen de son drame. Le *Juif Errant* a le défaut commun à tous les drames tirés d'un roman colossal dont on cherche à reproduire tous les personnages et jusqu'aux moindres situations. Malgré l'habileté scénique de l'auteur, il y a là du décousu et l'action ne marche pas assez rapidement. En thèse générale, d'un roman, quel qu'il soit, il est à peu près impossible de faire une bonne pièce. Les deux moules sont trop différents pour pouvoir s'emboîter l'un dans l'autre, et d'ailleurs une copie, fût-on un Raphael, ne reproduit jamais l'original. Et cependant ce n'est pas sans intérêt que l'on suit les péripéties de ce drame où l'auteur passe en revue les types si vivants de son œuvre première, le vigilant grognard Dagobert, Rose et Blanche, ces colombes orphelines, l'excellente Mayeux, sa folle sœur la reine Bacchanal, la coquette fastueuse mademoiselle de Cardoville ; enfin Rodin, ce fourbe des fourbes. Rodin c'est là, comme on le sait, l'idée-mère de l'œuvre, et, n'en déplaise aux disciples de Loyola, elle est bonne ; le coup porte auprès du Peuple. Du reste M. Eugène Sue ne frappe pas en aveugle : à Rodin, suppôt de Satan, il oppose Gabriel, apôtre du Christ, que le Peuple aussi comprend.

La scène du duel entre Dagobert et l'abbé d'Aigrigny, Rodin passant de temps à autre sa tête chauve à la porte, offre un contraste dramatique ; les décors des confins du monde, du Naufrage au second acte et du Jugement dernier seraient dignes du Théâtre de la Nation ; Saint-Ernest est un grognard de première force, et Chilly ne laisserait rien à désirer dans son rôle de jésuite, s'il était parfois plus onctueux. Un saint homme de l'espèce a toujours bien soin d'adoucir la trempe du fer sacré avec lequel il vous assassine.

Passer de l'Ambigu au Théâtre Historique, c'est se retrouver en face d'un roman dramatisé, ou, si l'on veut, dialogué, ce qui nous dispense de l'analyse. Que Numa, Laferrière, Roger et Mme Rey se fassent à bon droit applaudir, là n'est pas pour nous la question à propos du *Chevalier d'Harmental*. Allons droit au fait. Maître Buvat est un membre de la famille des niais, le capitaine Roquefinette appartient à la classe des originaux ; Dubois n'a jamais été qu'un cardinal pour rire ; le régent n'avait rien, que nous sachions, de mélodramatique : c'est dire que, sous le point de vue des caractères, il y avait peut-être dans le roman de MM. Dumas père et Maquet l'étoffe d'une bonne comédie. Mais que devenait alors la théorie schakspearienne du dualisme, hors de laquelle, selon nos romantiques, il n'y a point de salut ? Et puis une bonne comédie demandait à être représentée au Théâtre de la République, et ce théâtre n'est pas assez riche pour payer de grosses primes qui, avec les droits d'auteur, absorbent en majeure partie les recettes. Enfin l'on ne saurait y commander en pacha, s'y poser comme un planteur au milieu de ses nègres. Pour lancer son *Chevalier* sur la scène, à une franche Thalie M. Alexandre Dumas a donc préféré une Melpomène bâtarde qui, au milieu d'incidents très compliqués, de situations quelquefois intéressantes, aboutit à un dénouement des *Mille et une Nuits* par un dialogue vif, mais peu soucieux des lois de la grammaire.

En y comprenant *la Saint Sylvestre* de M. Bazin, partition de lauréat correcte, élégante, mais manquant du feu sacré, voilà *grosso modo* les productions qui ont vu le jour sous l'état de siége.

Depuis, la première scène française a offert trois nouveautés au public.

La moralité du *Passe-Temps de duchesse*, de M. de Montheau, c'est qu'en jouant avec l'amour, fût-on un Lovelace et une Célimène, on peut malgré soi être pris au piége. Le

qu'après cet échec que sera réalisée la grande idée de la liberté allemande unie à l'unité allemande.

HONGRIE.

Vingt unième bulletin russe. Le général Lüders rapporte que le général Grotenhelm ayant appris le mouvement de nos troupes de Hermanstadt à Milenbach, s'est dirigé immédiatement vers Klausenbourg. Les Cosaques de son avant-garde ont été attaqués le 14 août par la cavalerie ennemie qui avait deux canons et ils l'ont forcé à se retirer après une escarmouche insignifiante. Le lendemain le général Grotenhelm a occupé la ville de Klausenbourg sans coup férir. Le colonel autrichien Urban avec quatre bataillons, un escadron de lanciers, 200 cosaques et neuf canons a été envoyé à la poursuite de l'ennemi qui se dirigeait vers Groswardein. Le général Dik, qui avait eu ordre d'agir de concert avec le général Grotenhelm contre Klausenbourg et de joindre le corps du général Lüders, est entré le 15 août dans la ville de Tordau où l'attendait une députation. Les habitants de cette ville ayant manifesté leur soumission à leur autorité légitime, ont remis leurs armes qui ont été restituées à l'autorité autrichienne, après quoi le général Dik s'est mis en marche vers Millenbach où il a dû arriver le 17 août. Pour garantir de toute surprise la garnison de Klausenbourg on a envoyé à Bistrictz et Dessa un détachement du comte Clam, qui avait laissé une garnison à Maros-Vasorhely. Le général Lüders ayant appris que l'ennemi en force avec 15 canons s'était montré entre Dobra et Lesm, envoya le 17 août son avant-garde de Piski à Deva et son corps principal à Piski avec l'ordre d'attaquer l'ennemi. A Deva, où le château a sauté en l'air, probablement par suite de négligence dans une confection de cartouches, l'ennemi avait laissé 10 pièces de canon, une grande quantité de boulets et de bombes et quelques barils de poudre. Le général Luders a donné immédiatement des ordres pour qu'on transportât ces munitions à Karlsbourg. Le 17 août des Valaques et des Saxons en nombre se sont présentés volontairement au général Luders. Ils ont tous servi dans l'armée hongroise et ils venaient apporter la nouvelle que Gœrgey avait déposé le 31 août ses armes devant notre armée principale. A la réception de cette nouvelle, le général Luders envoya immédiatement au commandant de son avant-garde l'ordre d'informer par un parlementaire le détachement hongrois qui se trouvait à Lesnek de la soumission de Gœrgey et d'inviter son chef à se soumettre pareillement ou à quitter la Transylvanie, le prévenant en même temps que dans le cas contraire il serait attaqué le lendemain. Bientôt après on a eu connaissance qu'à Lobra se trouvait aussi un détachement d'insurgés attendant un renfort du Banat pour attaquer le général Luders. Afin de prévenir leur jonction, le général Luders posta son avant-garde à Deva où se concentrent tous les chemins du défilé de Marosz, et en attendant pour éviter une inutile effusion de sang il leur envoya un parlementaire avec invitation de se rendre. Leur chef Bem, qui se trouvait au milieu de son armée, interrompit bientôt les pourparlers en déclarant que le bruit de la capitulation de Gœrgey était faux, que son corps était fort et que pour le prouver il se disposait à prévenir le mouvement des Russes et à les attaquer lui-même.

Les espions ayant rapporté que l'ennemi avait été réellement renforcé, le général Lüders ordonna au commandant de l'avant-garde, général Engelhart, d'occuper une forte position sur les hauteurs, vis-à-vis de Deva, position qui ferme toutes les issues de cette ville et du défilé. Mais peu de temps après, à la demande des parlementaires hongrois, le général Lüders leur laissa 48 heures pour réfléchir, leur faisant du reste observer qu'ils devaient se soumettre à discrétion, et toutefois leur promettant d'intervenir auprès du maréchal pour leur obtenir les mêmes conditions qu'à Gœrgey, à condition qu'ils sortiraient sans armes à la rencontre de notre armée.

Le 18 août, le colonel Bekker, chef du détachement des insurgés, qui, après la retraite de Bem, parti pour l'Italie, disait-on, avait pris le commandement de l'armée, se présenta devant le général Lüders à Piski, accompagné de son chef d'état-major, et se rendit avec tout son détachement.

C'est alors que le général Lüders envoya à Deva son quartier-maître, le lieutenant-colonel Gersiwanow, et l'aide-de-camp Skobelew, qui, accompagnés des parlementaires, ayant annoncé à l'armée hongroise que la capitulation était conclue, furent reçus avec des acclamations de joie. Les bataillons ayant présenté les armes et salué avec leurs drapeaux et déposé les armes, se dirigèrent vers l'avant-garde. Le détachement qui se trouvait à Deva se composait de 12 bataillons, de 8 escadrons, et il avait plus de 50 pièces d'artillerie. Le général Lüders n'a pas encore pu se renseigner exactement sur la composition et le nombre des troupes qui se sont rendues, d'autant plus que le détachement de Hongrois qui occupait Dobra désirait aussi profiter de la capitulation, de même que le détachement à Hasceg, qui a manifesté pareille intention.

On a reçu de l'armée principale les nouvelles suivantes :

Le 17 et le 18 août, le quartier général de l'armée, la cinquième division d'infanterie et trois régiments de la douzième division d'infanterie avec son artillerie, un régiment de hussards et la brigade irrégulière se trouvaient à Groswardein. Le troisième corps d'infanterie et les 15 et 46 régiments de cosaques occupaient leurs quartiers entre Kisjeno et Nagy-Salonta. Le détachement du général Anrep, composé de trois régiments de cavalerie, d'un régiment des cosaques et d'une brigade d'artillerie à cheval fut renforcé par un régiment de chasseurs auquel on confia la garde de l'artillerie ennemie qui a fait sa soumission. Ce détachement du général Anrep se trouvait à Sarkad pour y surveiller les prisonniers hongrois.

Le détachement du général Czeodaïew se trouvait à Debreczyn et dans les environs

Le détachement du général Karlowicz marchait vers Munkacz.

D'après un avis donné par Gorgœy lui-même, un détachement d'insurgés, au nombre de 1,200 hommes, se trouvait dans les environs de Beleniesz. Le 17 août on a envoyé à sa poursuite un régiment de lanciers avec quatre canons et avec ordre de ne pas dépasser le village d'Almameze.

Le général Rudiger ayant appris que la garnison de la forteresse d'Arad était disposée à se soumettre à discrétion, envoya immédiatement pour occuper cette forteresse et pour escorter sa garnison faite prisonnière à Sarkad, sept escadrons et 50 Cosaques à cinq werstes d'Arad. En même temps le général Rudiger demanda au général autrichien Haynau l'envoi à Arad de la division du général Paniutin pour remplacer la brigade autrichienne qui se trouvait dans les environs de cette forteresse. Le général Buturlin, avec un escadron, occupa la forteresse d'Arad le 17 août en vertu d'une convention conclue avec le commandant de la garnison. Immédiatement après, cette garnison, qui comptait 3768 hommes, déposa les armes et les munitions et sortit de la forteresse sous l'escorte d'un bataillon de chasseurs du régiment du prince de Varsovie, de quatre escadrons de hussards et de 50 Cosaques du Don. On a trouvé dans la forteresse 143 pièces de canons, des grands dépôts de provisions et une masse d'effets, d'habillements. Une heure après l'occupation de la forteresse d'Arad par nos troupes, le général Buturlin la rendit à l'armé autrichienne du corps du général Schlick, et notre escadron s'en éloigna.

La division du général Paniutin, arrivée à Arad, a reçu l'ordre de se joindre au troisième corps d'infanterie.

Le détachement ennemi qui se trouve à Lugosz, s'est retiré en partie à Wal-Faczet, en partie à Karan Szebes.

— Le prince de Servie a informé le 18 août le général Meyerhofer, commandant autrichien de Semlin, que Kossuth et Bem se sont rendus avec un grand nombre de leurs partisans au pacha de Neu-Orsova, et ont demandé sa protection. Ce pacha est connu comme un ami des Hongrois; Bem lui a fait à deux reprises des visites de cérémonie, on croit par conséquent qu'il leur aura accordé un sauf-conduit.

POLOGNE.

VARSOVIE, 28 *août*. Presque tous les officiers généraux qui se trouvent dans l'armée de la Hongrie ont obtenu des décorations ou des remerciements de la part de l'empereur.

Le prince Radziwill, général au service de la Russie, est parti de Varsovie pour Constantinople avec une mission spéciale.

AUTRICHE.

VIENNE, 28 *août*. — De fréquents conseils de cabinet ont lieu à Schœnbrunn. On prétend qu'on y délibère sur les conditions mises par le général Klapka à la reddition de la forteresse de Comorn.

Un régiment de hussards, qui stationnait en Galicie, a passé le 26 août par Olmütz se rendant vers la frontière de Suisse. (*Gazette d'Olmütz.*)

— Le *Lloyd* rapporte qu'on a conclu un armistice jusqu'au 5 septembre avec le général Klapka.

— D'après les *feuilles constitutionnelles*, le ministre de la guerre Giulay sera nommé gouverneur civil et militaire de la Hongrie et sa place sera occupée par le général Hes, quartier-maître de l'armée en Italie.

— Le général Zaluski, que les Russes ont enlevé après leur entrée en Galicie, a recouvert sa liberté.

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre. — LONDRES, 1er septembre. — *Trois heures moins un quart.* Les consolidés sont à 92 1/2 5/8.

Les souscriptions pour les Hongrois, annoncées par le *Sun*, se montent actuellement à 999 livres sterling.

BELGIQUE.

Correspondance particulière.

Bruxelles, 1er septembre 1849.

Nous sommes tous ici dans la tristesse, le dénoûment si imprévu de la prétendue conspiration du Prado nous donne la mesure de l'injustice et de la passion qu'on met chez nous dans les procès politiques. On ne peut se figurer la haine et la mauvaise foi du ministère public, l'auditoire trépignait de honte et de colère.

Cette phrase, entre autres, de la réplique du SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL a fait monter le rouge à la figure des hommes mêmes les moins bien disposés pour les accusés : *Vous devez condamner ces hommes, car si vous les acquittez, vous leur donnerez le droit de conspiration. Non, le droit de l'anarchie, vous ne l'accorderez jamais!*

Le jury a fait preuve de la plus déplorable partialité. Il avait à juger des faits et non des opinions, et c'est ce qu'il a constamment perdu de vue, et les faits n'ont pas été prouvés.

Le cœur me saigne en vous écrivant, j'ai hâte d'en finir avec cette monstrueuse affaire; je voudrais pouvoir l'oublier et l'effacer de nos annales, pour l'honneur de mon pays. Voici le résultat du procès :

Laurent, Biot et Esseleur, sont condamnés à la peine de MORT.

Hector Mottet est acquitté.

Les condamnés ont entendu leur arrêt d'un air impassible (Esseleur sourit).

Tel est le résultat de la plus épouvantable affaire que les annales de la Belgique aient à enregistrer. Il reste à savoir maintenant si le gouvernement laissera consommer cet assassinat juridique.

HOLLANDE.

L'arrêté portant réorganisation de l'infanterie et de l'artillerie est soumis à la signature du roi. Ces deux armes, à l'exception de l'artillerie à cheval, subiront une réduction considérable. Le train serait réuni à l'artillerie à cheval et les batteries seraient réduites de 8 à 6 pièces. Les officiers du train conserveront les deux tiers de leur traitement.

ESPAGNE.

BARCELONE. — Le vapeur de guerre *Castilla* est arrivé dans notre port arrivant de Gaëte, après avoir touché à Porto d'Anzio pour y prendre la correspondance officielle. Il paraît que nos troupes se disposaient à accompagner *sa sainteté* qui doit se rendre à Naples. Au moment où le navire a quitté Gaëte, il y avait une conférence secrète entre les ambassadeurs de France, d'Espagne, d'Autriche et de Naples.

Quelques-uns des vapeurs appartenant à l'escadre d'Italie ont reçu l'ordre de se rendre sur les côtes de l'Andalousie, pour transporter les troupes destinées aux opérations militaires contre les hordes africaines qui infestent les environs de Melilla. Le même vapeur a apporté la nouvelle que les troupes espagnoles en Italie rentreraient en Espagne vers la fin de septembre.

28 *août*. — Depuis l'arrivée de M. Orlando à Barcelone, la violence de la presse, qui croyait les intérêts du pays menacés, ainsi que l'agitation qui régnait dans les esprits, se sont un peu calmées. Non pas que l'on espère que la loi sur le tarif des douanes ne sera pas mise à exécution; mais on s'attend à une modification dans les bases de cette loi qui mettra à l'abri les intérêts de l'industrie catalane.

L'arrivée de M. Oriando avait fait d'abord supposer que la loi des tarifs allait être mise à néant. Mais aux clameurs qui s'étaient élevées a succédé un examen plus attentif; les partisans de la réforme sont délivrés de leurs craintes, les partisans acharnés du système de prohibition ont abandonné leurs absurdes prétentions; de sorte que tout annonce une conciliation prochaine. C'est pour en établir les bases que M. Orlando est venu à Barcelone, qu'il ne quittera qu'après avoir accompli son œuvre.

GRÈCE.

Le cabinet grec vient aussi d'avoir sa crise ministérielle; M. Christidès se retire et cède la place à M. Lycurgue Christenitès, ministre des finances sous l'administration précédente, et qui est remplacé lui-même par M. Balbis.

— On lit dans le *Courrier d'Athènes :*

« Tous les jours nous voyons arriver à Athènes un grand nombre de réfugiés italiens. Parmi eux se trouve M. Mariani, l'un des députés les plus éloquents de l'Assemblée romaine, qui a fait partie du second triumvirat. A Patras, à Syra, à Calamatta. Enfin dans tous les lieux où abordent ces valeureux défenseurs de l'indépendance italienne, ils trouvent un accueil qui prouve combien est hospitalier le sol de la Grèce, et combien le cœur de ses habitants compâtit à toutes les infortunes.

L'interprète des sentiments de la nation a donné des instructions à tous ses subordonnés pour que chaque réfugié jouisse de la liberté pleine et entière de choisir le lieu de sa résidence, pour que les autorités leur accordent toute protection, les recommandant en même temps à la bienveillance de tous les citoyens de la Grèce. »

NOUVELLES DIVERSES.

Le *Moniteur* ne contient dans sa partie officielle qu'un arrêté du Président de la République qui nomme M. Baroche procureur général près la haute Cour de justice. Il sera assisté de M. Roger comme substitut. MM. Suin et Lévesque composeront le parquet avec ces deux fonctionnaires.

— Le président de la République, plusieurs ministres et divers administrateurs sont partis à huit heures et demie ce matin du grand embarcadère de la rue Neuve de Chabrol, au faubourg Saint-Denis pour aller à Epernay inaugurer officiellement le chemin de fer, inauguré de fait depuis douze jours.

— Demain, 5 septembre, jour d'ouverture de la chasse, les Parisiens auront le droit de manger du gibier.

— Parmi les actes les plus odieux de détention arbitraire commis à l'occasion du 13 juin, il faut citer le suivant :

Deux soldats du 11e léger ayant ouï dire que des journaux étaient distribués gratis au bureau du comité électoral, impasse des Bourdonnais, s'y présentèrent dans la journée du 12. Mais, au moment même où ils entraient dans la maison, et sur la simple demande qu'ils firent d'un journal, des agents de police embusqués sous le vestibule se jetèrent sur eux et les conduisirent au dépôt de la Préfecture.

Les deux soldats y passèrent onze jours confondus avec les voleurs et sans comparaître devant un juge d'instruction. Transférés de là à la Force, ils y demeurèrent encore trente et quelques jours sans que la justice militaire ou civile daignât s'occuper d'eux.

Enfin, après quarante cinq jours de prison, ils furent interrogés. Le juge instructeur leur déclara naïvement qu'il les croyait relâchés depuis longtemps, et qu'on les avait complètement oubliés.

Néanmoins, les deux captifs furent ramenés à la Force, et ce n'est qu'au bout de deux mois de détention préventive sans aucun prétexte légal, qu'ils ont été rendus à leur corps.

De pareils procédés ne sont-ils pas bien propres à confirmer le dévouement et l'affection de nos braves soldats pour la République; et, si la police se proposait de travailler au profit de l'anarchie ou d'une restauration, agirait-elle autrement?...

— Les associations se multiplient et font tous les jours de nouveaux progrès. Chaque ville aura bientôt les siennes. A Paris elles se comptent déjà par centaines; les campagnes seules s'étaient tenues, jusqu'à ce moment, en dehors du grand mouvement social de notre époque.

La *Tribune des Peuples* a publié, le 6 juin, une circulaire de plusieurs fondateurs d'associations ouvrières qui demandaient la fusion et la solidarisation des sociétés existantes; aujourd'hui nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que l'*Association des travailleurs de toutes les professions et de tous les pays*, est légalement constituée depuis le 17 août; elle se propose non-seulement de fusionner celles qui existent actuellement de fonder des établissements dans les diverses localités, afin de faire pénétrer partout les principes d'association et de solidarité, mais aussi de réunir l'agriculture, l'industrie, le commerce et l'éducation de manière à procurer à ses membres tous les avantages résultant de la double condition de producteurs et de consommateurs, et d'y faire participer le public.

Nous invitons les socialistes de Paris et de la banlieue à visiter l'établissement que la nouvelle association vient d'ouvrir à CHATILLON (à une petite heure de la capitale); ils y trouveront à un prix modéré un très bon restaurant, des appartements meublés et non meublés, un bal, ainsi que la jouissance de tous les agréments de la campagne, bosquets, pelouse, salle de verdure, grand jardin, d'où la vue domine Paris, promenades champêtres; les environs sont charmants et bien boisés.

On prend les voitures à la barrière d'Enfer, prix : 30 centimes la semaine et 50 le dimanche.

— On est en train de garnir une nouvelle salle du musée assyrien, au Louvre, de monuments d'une haute valeur archéologique.

Jamais on n'a tant travaillé que sous la République pour rehausser les splendeurs des musées du Louvre.

— C'est aujourd'hui qu'a dû se faire à Beaune (Côte-d'Or) l'inauguration de la statue de Monge.

— Mme Christine Trivulzio de Belgiojoso, qui a été exclue de l'amnistie accordée à la Lombardie, se trouve en ce moment à Malte, où elle se propose de résider pendant quelque temps.

— Ce matin, une femme s'est suicidée à Maslives, en se jetant dans un puits. Elle avait eu soin préalablement de déposer ses vêtements à la porte d'un de ses parents et ses sabots sur le bord du puits. On dit que l'autorité locale a patiemment attendu la gendarmerie pour procéder à l'extraction de la malheureuse femme, sans se préoccuper le moins du monde si l'on pourrait ou non la rappeler à la vie.

C'est un atroce préjugé qui existe encore dans certaines communes, que l'on ne peut même toucher à des personnes que l'on présume mortes volontairement ou par accident, avant que la police ait verbalisé. On devrait bien se souvenir que les lois d'humanité passent avant les formes de police, et que le premier devoir, en d'aussi tristes circonstances, est de porter secours à la victime.

(*Republicain de Loir-et-Cher.*)

— On lisait hier dans le *Courrier de Marseille :*

« L'hôpital militaire de Marseille a été envahi par le choléra. Déjà on y compte 50 malades sur lesquels 25 ont succombé. La vivacité avec laquelle la maladie a fait invasion dans cet hôpital ne doit inquiéter nullement la population, car il est à remarquer que l'épidémie s'est exclusivement portée sur les hommes de l'armée d'Italie, déjà épuisés par les fièvres, les blessures et les fatigues, et que pas un soldat des corps de la garnison n'a encore été atteint.

— Le conseil général du Gers a élu président M. de Panat, représentant du peuple; vice-président, M. Aylies, ex-représentant; secrétaire, M. Dieuzeide.

— Le conseil général des Hautes-Pyrénées a élu président M. Achille Fould, représensant du peuple, à la majorité de 16 voix contre 8 données à M. Laporte; et secrétaire, M. Cestia, à la même majorité, contre 8 données à M. Féraud.

— M. de Laussat, représentant du peuple, a été élu président du conseil général des Basses Pyrénées; M. Chegaray, secrétaire.

— M. Delpech, membre du conseil général de Tarn-et-Garonne, a été désigné par le sort pour faire partie du haut jury de Versailles.

— Le conseil général de l'Aude, réuni le 27 août courant à la préfecture de Carcassonne, a élu pour son président M. Lapeyre, ancien notaire à Trèbes, et pour son secrétaire, M. Rous, avocat et maire de Castelnaudary. Ces deux conseillers appartiennent au parti modéré.

— Le conseil général de Tarn-et-Garonne s'est réuni le 27, à l'hôtel de la préfecture.

M. Ed. de Montbrison a été élu président, M. Amédée Depeyre, secrétaire.

— On lit dans le *Castrais :*

« Mardi matin, vers les neuf heures, le capitaine D..., attaché à la remonte, s'est laissé tomber de la fenêtre de son logement, au point de réunion de la Grand'Rue et de la rue du Temple. D'après des renseignements auxquels nous pouvons croire, cette chute malheureuse serait le résultat d'un accident,

La mort a été instantanée.

Malheureusement un autre accident devait être la conséquence du premier. Un paysan a été grièvement atteint dans la chute du capitaine D.

Son état inspire de vives inquiétudes.

— Une scène épouvantable, et qui a peu de précédents dans les annales du crime, s'est passé aujourd'hui même dans la ville de Saint-Denis.

Le nommé François Viard, blanchisseur dans cette commune, avait été condamné pour crime de viol sur la personne de sa fille.

Viard, après l'expiration de sa peine, était revenu à son domicile, et depuis ce moment il n'était sorte de tourments qu'il ne fit endurer à sa femme et à sa fille, enfant de quatorze ans, auxquelles il reprochait de l'avoir fait condamner. Ce misérable ne cessait de proférer des menaces de mort contre elles, et aujourd'hui même, à six heures du matin, il a réalisé cet affreux dessein; puis il s'est ensuite rendu justice en attentant à sa propre vie.

On ne peut faire que des conjectures sur la manière dont cet horrible drame s'est accompli. Il paraîtrait que Viard aurait attendu le moment où ses voisins étaient sortis pour envoyer sa fille faire une commission dans la ville. Resté seul avec sa femme, il se précipite sur cette malheureuse, qu'il étrangle à l'aide d'un foulard.

Sous l'empire de ce premier crime, et sans que le moindre remords vînt ébranler ce cœur de tigre, Viard aurait attendu froidement le retour de sa fille, qu'il fit mourir de la même manière.

Après avoir consommé ce double meurtre, l'assassin plaça les cadavres de ses deux victimes sur le lit de la chambre à coucher, et passant dans une pièce voisine, il attacha la corde après la porte et se pendit.

---

faire de l'auteur nous agrée peu : c'est le thermomètre de Marivaux tombé au dessous de zéro. Les grâces de Mlle Judith et le jeu distiugué de Brindeau expliquent seuls le succès de ce papillotage.

Ne touchez pas à la hache, a dit M. de Balzac en titre d'un de ses romans. Ne touchez pas à Molière, dirons-nous à M. Alfred Desessarts, au sujet de sa *Ligue des amants*.

Un Harpagon, ayant nom Geronimo, est père d'une jolie Agnès appelée Elise. Arsenio, le Valère de la pièce, aime, avec retour, la jeune innocente; mais comme il n'est pas positivement cousu de pistoles, le vieil avare, qui a jeté ses vues sur un riche parti, don Annibal, l'éconduit sans pitié. Don Annibal, heureusement, est l'ami d'Arsenio; il compâtit à son infortune, se ligue avec le couple amoureux contre le vieillard, et traite ce dernier de Turc à Maure, afin de le dégoûter de sa personne et de lui faire préférer son ami comme gendre. Pour faciliter le mariage d'Arsenio, il va même jusqu'à lui faire don d'une somme de douze mille ducats. Certes voilà un ami rare, et Diogène, avec sa lanterne, eût longtemps couru avant d'en trouver un semblable Le pastiche de M. Desessarts abonde en traits fins et spirituels; son vers est coulant, sinon toujours irréprochable au point de vue de la rime; mais, encore une fois, après Fabre d'Eglantine, ne touchez pas à Molière!

Place enfin à une œuvre sérieuse, à la *Chute de Séjan*.

Le Séjan de M. Victor Séjour n'est pas celui de l'histoire. L'auteur, après l'avoir bien étudiée, a compris qu'il était impossible de reproduire fidèlement sur la scène l'homme que Tacite a stygmatisé en ces termes : *Neque Sejani voluntas nisi scelere quærebatur*. Il a donc cherché à poétiser cet homme dont on ne pouvait obtenir l'appui que par le crime, il lui a donné, oh anomalie! un cœur. Mais l'histoire inexorable est là; le portrait tracé par ce grand écrivain des *Annales* est trop connu, et, en dépit du talent de M. Victor Séjour, on ne saurait s'intéresser au héros de son drame.

Il le pose au moment où le scélérat a résolu de renverser son maître. L'auteur, et ici sa raison est, d'accord avec l'histoire, laisse Tibère dans l'ombre, à Caprée, au milieu des complices et des inventeurs de ses monstrueux plaisirs, les *sellarii*, les *spintriæ*, les *pisciculi*, que nous ne pouvons dénuder comme Suétone. Mais du fond de sa voluptueuse retraite, César suit de l'œil les manœuvres de son ministre; dans son désir de le frapper, il sera admirablement servi par son espion Orcus, qu'il attache aux pas de Séjan, ainsi que par l'implacable jalousie de la veuve de Drusus, de Livie, l'empoisonneuse, cette Clytemnestre romaine pour laquelle Séjan, son complice, a répudié la tendre et fidèle Apicata.

Nous assistons d'abord à des scènes de la vie privée. Apicata a résolu de passer par Rome pour s'acquitter d'un pieux devoir au tombeau de sa mère. Séjan, qui n'a pas cessé de l'aimer, charge son ami Gallus de lui trouver un asile où l'œil de sa rivale ne puisse la découvrir.

Sur l'avis d'Orcus, Livie écoute aux portes, et, avertie du danger, elle court au lieu funèbre où s'est déjà transporté Séjan, déguisé en esclave, pour exciter des conjurés populaires à lui donner le trône du vieux tyran.

Au second acte, les conjurés une fois partis, Livie et Apicata se trouvent tout à coup en présence, et Séjan, intervenant, sacrifie la concubine à l'épouse, en permettant à celle-ci de revoir ses enfants. Cette scène est d'un effet vraiment dramatique et écrite d'un style ample et chaud.

Le troisième acte, qui ouvre par la reprise de la conspiration, au milieu d'un festin orgiastique auquel Séjan a conviés ses amis du sénat et du prétoire, ferme par une scène où Livie après avoir surpris, derrière un rideau, les épanchements de l'amour conjugal, accepte l'offre que lui fait Apicata de mourir pour sauver son mari, car Livie a en mains de quoi perdre Séjan, et elle montre à sa rivale une bague empoisonnée qu'elle lui enverra à l'heure voulue du sacrifice. Voilà un pacte renouvelé d'*Hernani*.

Au quatrième acte, nous sommes en plein sénat. Séjan, dénoncé par une lettre de Tibère, *pudenda miseranda que oratione*, dit l'auteur des *Douze Césars*, demande des preuves de son crime : Livie en apporte, mais son amour l'emportant sur son désir de se venger, elle les brûle, ce qui n'empêche pas le sénat, d'abord en partie gagné à la cause de Séjan, de lâchement le condamner.

Ici finit naturellement l'action, mais comme il faut un cinquième acte, on nous transporte dans un cachot, où Séjan, avant que de marcher au supplice, voit mourir devant lui sa femme à qui Orcus a remis la fatale bague, et sa maîtresse qui, ne pouvant ni le sauver ni sortir elle-même, trahie qu'elle est par l'espion impérial, s'empoisonne également; elle meurt avec la rage de voir Séjan etreindre en pleurs le cadavre d'Apicata, et sans obtenir de lui le moindre signe de pitié. On ne suit pas sans une certaine émotion cet acte superfétatif, mais ce n'est pas là de l'art pur, c'est quelque peu du mélodrame.

En somme, si l'œuvre de M. Victor Séjour brille par les qualités du style, le tracé des caractères et l'ordonnance des situations, elle pèche par la donnée même du sujet. L'histoire, nous le répétons, domine et paralyse en quelque sorte la fiction, qui dès lors porte à faux. Nous ne relèverons pas les allusions politiques de la pièce : il y en a du reste pour tous les partis.

Beauvallet joue avec énergie le rôle de Séjan; Mlle Rimblot a de bons mouvements dans celui d'Apicata, et Mlle Nathalie représente Livie de son mieux. Ah! Rachel, que vous êtes désespérante pour vos doublures, même quand elles ont des yeux si beaux, si expressifs!

Pour terminer, offrons à nos lecteurs un tableau moins affligeant que celui des crimes de l'antiquité; faisons briller à ses yeux l'*Etoile du Marin* qui s'est levée au ciel du théâtre de la porte Saint-Martin. L'espace nous manque et le temps nous presse; nous laisserons donc de côté la partie chorégraphique et le scénario de ce ballet, pour ne nous occuper que de la partition de notre ami M. Auguste Morel.

A une introduction d'un style large, harmonieux, dans laquelle dominent mélodieusement le hautbois et le cor, et où ce dernier exécute un solo délicieux, succèdent la musique d'un pas de deux et de trois, et une valse générale d'une facture charmante. Le solo de hautbois et l'accompagnement de harpe qui suivent sont pleins d'une mystérieuse poésie et d'un sentiment mélancolique exquis.

Au second acte, on remarque surtout la musique du grand pas de l'étoile, une bacchanale ravissante de verve et de mouvement, et le final, une gigue vive et animée, marquée au cachet de l'originalité.

Depuis longtemps M. Berlioz avait apprécié le talent de M. Auguste Morel, et cependant ce n'est qu'aujourd'hui que ce talent a pu se produire. Espérons que, pour réparer l'injustice du sort, MM. les directeurs des théâtres lyriques ne tarderont pas de demander à notre ami une nouvelle création.

JEAN JULVÉCOURT.

L'exposition publique des ouvrages des jeunes sculpteurs de l'Ecole, entrés en loges pour disputer les grands prix de 1849, aura lieu au palais des Beaux-Arts, rue des Petits-Augustins, les mercredi 5, jeudi 6 et vendredi 7 septembre.

Le grand jugement académique sera prononcé samedi 8.

EXPOSITION DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE.

Le 13 juin dernier, notre première revue de l'exposition était sous presse. Elle devait paraître le 14; mais, à la suite d'une charge de cavalerie bruyamment exécutée sur une foule inoffensive, Paris fut mis en état de siége; les libertés publiques furent suspendues; les scellés furent mis sur les bureaux et les ateliers des journaux démocratiques, plusieurs même furent mis au pillage, et quelques milliers de travailleurs furent pendant deux mois, privés des travaux qui les faisaient vivre.

Nous ne nous plaindrons pas de ces violences; nous savons comment, par ce temps d'omnipotence présidentielle, les protestations les plus légitimes sont entendues et accueillies. L'un de nos confrères, bâillonné comme nous de par la vertu des baïonnettes prétoriennes, a voulu hasarder quelques plaintes; à ses plaintes, on a répondu par des saisies et des poursuites. Etouffons donc au fond de nos cœurs les sentiments qu'y a fait naître l'oppression de ces derniers jours. Abstenons-nous de tout jugement; la France portera le sien.

Quoi qu'il en soit, nous sortons, ainsi que beaucoup d'autres, d'une grève forcée de deux mois. Pendant ce temps, la durée de l'exposition s'est écoulée, et notre premier compte-rendu n'est plus opportun; nous ne pouvons plus donner à notre œuvre l'extension qu'elle comportait, et cependant il nous faut résumer pour nos lecteurs la nature et l'étendue des progrès opérés par l'industrie depuis l'exposition de 1844.

Dirons-nous, ainsi que nous l'avions fait d'abord, comment naquirent les expositions, quel fut leur développement sous les divers gouvernements qui se sont succédés depuis la Convention, quelles influences elles exercèrent sur les progrès de l'industrie? Raconterons-nous l'histoire chronologique des créations sans nombre dont nos ateliers, nos usines et nos fabriques se sont enrichis? En un mot, ferons-nous le tableau de la situation industrielle pour servir de point de point de départ à la revue dont nous nous sommes chargé? Non; cette entrée en matière ne nous est plus possible; elle allongerait notre compte-rendu, et cela ne nous est plus permis. L'état de siége a rompu, morcelé notre travail, et comme les produits de l'intelligence ne sont point une propriété; comme les écus et les immeubles méritent seuls la vénération des hommes, nous courberons la tête et recommencerons à nouveau l'œuvre une première fois achevée.

Néanmoins nous n'entamerons point notre revue sans préambule; c'est le cas ou jamais de résoudre cette question: Quelle est la moralité des expositions industrielles?

Sans doute nous avons, comme tant d'autres, admiré les prodiges de cette exhibition, et, supputant le nombre des découvertes, mesurant l'intelligence dépensée, nous avons cru assister à l'un de ces spectacles féeriques que la réalité n'atteint jamais; mais le souvenir des profondes misères de ceux qui avaient produit toutes ces richesses ne nous a pas permis de nous laisser éblouir.

Oui, l'industrie est une science toute-puissante pour laquelle aucun problème n'est insoluble. L'homme a, par son génie, racheté sa faiblesse et son impuissance; à ses bras il a substitué les machines, à ses muscles, la force expansive de la vapeur, et son intelligence est restée maîtresse absolue de tous ces éléments d'action; elle est devenue le pilote impassible de ces forces gigantesques et infatigables.

Que seraient aujourd'hui les Cyclopes, ces artisans monstrueux de la foudre, rapprochés de ces autres géants de métal, que dans nos grands ateliers on nomme *machines-outils?* Quand les poètes de l'antiquité imaginaient des êtres fantastiques pour rendre attrayant leur poésie religieuse, auraient-ils voulu croire que dans l'avenir l'humanité saurait briser les entraves imposées à son travail par la nature elle-même et agrandir indéfiniment le champ de sa puissance? Aujourd'hui les Cyclopes seraient des enfants-travailleurs que la moindre de nos machines dépasserait en force, en vitesse et en perfection.

Mais, dans l'état actuel de la société, tant de richesses, tant de progrès améliorent-ils d'une manière certaine l'existence des peuples? Telle est la question, tel est le problème.

Nous savons bien que les économistes, après avoir fait des brillantes expositions industrielles un pompeux étalage, ne manquent jamais d'entonner leurs chants de victoire, et de débiter sur un ton pastoral leurs éternels discours touchant l'excellence d'une organisation sociale qui permet à tant de merveilles de se produire; mais ils s'étourdissent vainement au bruit de leurs fanfares, comme nous ils savent que si la surface est brillante et dorée, elle n'en cache pas moins des misères si profondes, des plaies si vives et si gangrenées, que le scalpel et le fer rouge suffiront à peine pour les guérir.

Vous chantez victoire, messieurs les économistes, comme si ces grandes solennités de l'industrie n'avaient pour but que de rapprocher les produits du travail, d'en faciliter la comparaison et de surexciter la concurrence! comme si tout était pour le mieux quand ces grands tournois de la production vous ont démontré que l'intelligence humaine marche à pas de géant vers un avenir que vous ne connaissez pas? Comme si tout était dit quand l'homme de science a mesuré la distance qui sépare, au point de vue de la perfectibilité, chaque exposition de celles qui l'ont précédée? Est-ce que le peuple n'a pas un corps pour souffrir ses misères et une intelligence pour en déterminer les causes? Est-ce qu'avant de faire de la science abstraite, il ne fait pas de la science sociale? Est-ce qu'enfin, sa curiosité satisfaite, son dénuement ne lui semble pas plus insupportable?

L'Académie des Sciences morales et politiques, dans la personne de l'un de ses membres, a constaté tout récemment un fait horrible à dire et véritablement honteux pour les économistes de ce temps-ci: c'est que, malgré l'abaissement successif du prix des objets de consommation, l'excessive diminution des salaires ne permet plus aux artisans des grandes richesses industrielles, c'est à dire aux ouvriers, de se procurer les choses indispensables à l'entretien de la vie, et que dans tous les centres où l'industrie a atteint son plus grand développement, les vissitudes de l'offre et de la demande, le perfectionnement des machines, la concurrence excessive et avant tout l'intérêt dévorant du capital ont rendu la misère des travailleurs intolérable.

Et ici, pour qu'on ne nous accuse pas de dénaturer les faits, qu'il nous soit permis de citer textuellement quelques phrases de l'académicien dont nous parlons (1):

« Quoi! dit-il, le pays le plus riche de France, celui où l'agriculture et l'industrie ont fait le plus de progrès (le département du Nord), est celui où la misère est la plus grande, où l'on compte un indigent sur cinq personnes dans la campagne, et un sur trois dans certaines villes! C'est en vain que le génie industriel accumule métiers sur métiers, perfectionnements sur perfectionnements, écoles sur écoles; c'est en vain que l'Etat aura prodigué ses ressources à doter ce beau pays de canaux et de chemins de fer; que la nature lui aura donné les premières mines de houille du territoire et le sol le plus fertile, des villes populeuses pour consommer presque autant que d'usines pour produire.

« Tout ce magnifique déploiement d'intelligence et de labeur humain n'aurait abouti qu'à multiplier le nombre des pauvres et à créer cette misère sans nom qui siége dans les caves de la rue des Etaques et de la cour du Sauvage!

« Non! non! ce n'est pas là le dernier mot de la Providence et de la civilisation. Les mêmes puissantes mains qui ont improvisé des villes comme Roubaix et Denain, et qui élèvent tous les jours dans les airs les cheminées de tant d'usines, sauront bien fermer quelque jour les caves homicides de Lille. La volonté est aussi une force. »

Oui, la volonté est une force irrésistible; mais où donc est cette volonté? où donc est cette force? Est-elle chez ceux qui, depuis dix-huit ans, ont obstinément repoussé toute mesure tendant à améliorer le sort du pauvre, ou chez ce peuple besogneux qui, coudoyant la richesse, souffre patiemment toutes les tortures de la faim? Est-elle chez ces sophistes doctrinaires qui, déclarant la misère une nécessité fatale, prêchent avec des phrases philanthropiques et des semblants de pitié les théories de Malthus, ou dans ceux qui, mettant à nu les plaies sociales, indiquent de bonne foi les remèdes qu'ils croient propres à guérir tant de maux?

Assurément, la bonne volonté n'est ni du côté des optimistes, ni du côté des disciples de Malthus.

Tant que le hasard a seul présidé aux inventions imprévues d'un petit nombre de travailleurs; tant que les perfectionnements ou les découvertes industrielles sont restés le secret inviolable de quelques exploiteurs ou de quelques familles; tant que la production est demeurée restreinte dans le cercle de l'ignorance et de la routine, l'industrie n'a eu rien de commun avec la science; c'était le règne de l'empirisme, et alors la théorie du *statu quo* pouvait se soutenir.

Aujourd'hui l'empirisme est mort; la science a renversé ses autels. Les économistes sont devenus les prêtres d'un siècle passé, les adorateurs d'un dieu qui n'est plus, les défenseurs d'une utopie folle et menteuse, sous le joug de laquelle l'humanité serait fatalement condamnée à se briser les membres ou à égorger ses propres enfants.

Le progrès dans le travail est une loi de la nature; il a pour but l'économie des forces humaines; ce but est la condition indispensable de la perfection de l'humanité; toute organisation qui s'éloigne de ce but est mauvaise.

Ce principe posé, il devient facile d'estimer à sa juste valeur l'organisation de toute société; et pour ne parler que de la nôtre, comment supporte-t-elle l'examen?

Voici venir une machine puissante et infatigable; elle fait avec un seul conducteur ou surveillant le travail que faisaient avant elle cent ouvriers (1): en d'autres termes les fabricants qui l'ont découverte obtiennent la même quantité de produits avec cent fois moins de bras. L'application de cette machine, loin d'améliorer le sort de la population ouvrière n'aura donc d'autre résultat que de priver de travail, et par suite de pain, les quatre vingt dix-neuf centièmes des malheureux qu'elle remplace.

Mais, disent nos économistes, si notre machine remplace 99 ouvriers, n'est-il pas évident qu'elle diminue énormément la main d'œuvre, et qu'elle permet au fabricant qui la possède d'abaisser considérablement le prix de vente de son produit; et si le prix de vente est diminué, l'ouvrier n'est-il pas admis à profiter de cette diminution comme tout citoyen?

Tout cela est sublime de raisonnement. Cependant, s'il est vrai de dire que le centième ouvrier auquel on a conservé son travail peut jouir de l'avilissement du prix de vente, il est vrai de dire aussi que les 99 travailleurs remplacés par la machine, ne recevant plus aucun salaire, sont réduits à l'une de ces trois alternatives: ou d'offrir au rabais le concours de leurs bras à un fabricant moins bien doté en machine, ou de chercher une autre industrie qui leur donne le pain, que celle qu'ils quittent leur refuse, ou enfin, et c'est le cas général, de s'éteindre sans travail dans la misère et la mendicité.

Pour vingt hommes que la création d'une machine enrichit, il y a 2,000 familles qu'elle réduit au plus affreux dénuement.

Etonnez-vous, après cela, des excès auxquels se sont quelquefois portées les populations ouvrières, quand une machine venant à surgir au milieu d'eux, cette machine leur enlevait leur seul moyen d'existence, le travail.

Briser dans le paroxysme d'une aveugle colère ce redoutable concurrent, en fouler aux pieds les débris semblait à ces malheureux une juste vengeance des misères qu'il leur avait causées.

Ce sont des barbares, a-t-on dit souvent. Le terme est juste, et nous l'acceptons; mais de quel nom flétrir la société dont l'imprévoyance tolère ce laissez-faire aveugle, d'où résulte la plus désastreuse anarchie? N'est-elle pas plus barbare cent fois que ces briseurs de machine dont la faim troublait la raison?

Ainsi, faisant application de la loi que nous avons tout à l'heure énoncée, nous disons: La création des machines, leurs perfectionnements, leur substitution complète aux bras de l'homme, c'est-à-dire le progrès dans le travail, sont une loi de la nature; ils ont pour but l'économie des forces humaines: de cette économie dépend la perfection de l'humanité. La découverte d'une machine, en augmentant la production et en diminuant la somme du travail humain, doit avoir pour résultat d'enrichir la société. Or, dans l'état actuel des choses, c'est le contraire qui se produit; la création d'une machine, loin d'enrichir les populations, a pour résultat inévitable de les priver fatalement de travail et de pain.

(1) Blanqui. *Rapport sur la Situation des classes ouvrières en* 1848.

(2) La Perrotine, dans les mains d'un bon conducteur, imprime autant d'étoffe qu'en pouvaient frapper autrefois 120 imprimeurs à la planche.

Voilà le mal; voilà le vice de l'organisation sociale dont messieurs les économistes sont les défenseurs; et ce vice est tel, qu'au développement de l'industrie dans une contrée répond toujours l'appauvrissement général des populations ouvrières; et, tandis que cette tourbe humaine, qui n'est plus en face du capital qu'une force appliquée à tant par heure, tandis que cette tourbe humaine s'agite et produit, il s'amasse au-dessus d'elle des fortunes colossales, qui tuent sous elles les générations dont elles ont pressuré le travail.

Des hommes de bonne foi, qui sont aussi des hommes de talent, MM. Jobard et Moigno, après avoir mis le doigt dans la plaie sociale, après avoir fait un tableau vrai de la situation malheureuse de nos plus savants et de nos plus anciens constructeurs que l'anarchie industrielle a ruinés, MM. Jobard et Moigno, disons-nous, ont cru voir le remède à tant de maux dans la réorganisation des bases de la propriété. Il y a, selon eux, cinq éléments nouveaux et féconds de propriété: l'élément *scientifique*, l'élément *littéraire*, l'élément *artistique*, l'élément *industriel* et l'élément *commercial*. Vienne une loi qui concède sur une base solide, au savant, au littérateur, à l'artiste, à l'industriel, au commerçant la propriété de ces cinq vachères abandonnées et infécondes, et la France deviendra, par l'abondance de ses découvertes, la *reine des nations*.

Bien que nous ne sentions pas très exactement l'intérêt qu'a l'humanité à ce que la France devienne la *reine des nations*, nous reconnaissons néanmoins avec empressement tout ce qu'il y a de juste dans la proposition de MM. Jobard et Moigno. La loi garantit de toute violation la propriété foncière et mobilière, mais elle ne fait rien ou à peu près rien pour les produits de l'intelligence. Il est juste, au point de vue de la propriété actuelle, que chacun soit au même titre propriétaire et responsable de ses œuvres. Cette équitable répartition de la propriété hâterait, nous n'en doutons pas, les progrès des sciences, des arts et de l'industrie: mais quel remède apporterait-elle aux désastres causés par la découverte des machines monopolisées, et surtout par la libre concurrence et l'anarchie de la production? Aucun. Les grands industriels, usant dans une lutte aveugle et stérile leur intelligence et leur vie, continueront de se ruiner et de ruiner avec eux les populations ouvrières, qu'ils conduisent, sans le savoir, vers un abîme immense, dont il faudra sortir tôt ou tard par des réformes progressives ou par des cataclysmes sanglants.

Si dans leur critique de la vieille société, MM. Jobard et Moigno ne s'étaient pas laissé égarer par une étroite pensée de gloriole nationale, ils auraient porté plus haut leurs regards; ils auraient considéré sous son véritable jour le problème qu'ils avaient posé, et ils en auraient trouvé la solution dans ces trois grands principes: Organisation, association, solidarité.

Mais quand les Peuples souffrent et demandent des réformes, il incombe à ceux qui gouvernent de trouver la formule de ces réformes; et si les hommes qui sont au timon des affaires répondent à ces besoins par la compression, ou des fins de non recevoir, c'est qu'ils sont impuissants, inhabiles ou despotes; ceux-là sont les véritables ennemis de l'humanité.

Et maintenant, dites-nous ce que font au peuple toutes ces merveilles étalées pendant les expositions industrielles. Sa curiosité satisfaite, il retourne au foyer domestique le ventre creux et la tristesse dans l'âme. Il s'est promené tout le jour devant ces autels surchargés des mille produits que ses mains ont façonnés, et ses enfants demi-nus lui crient famine. Involontairement il se compare à ces valets de bonne maison qui, après avoir dressé la table du festin, en font cent fois le tour sans en toucher un seul mets Croyez-nous, il s'intéresserait davantage à ces solennités si elles avaient pour but de constater, non pas seulement la perfection des procédés industriels, mais l'amélioration du sort des soldats de l'industrie. Les expositions deviendraient alors d'immenses et solennels congrès dans lesquels les questions sociales trouveraient rapidement une solution. Malheureusement les hommes du *statu quo* ont résolu de ne rien examiner, et ils ne souffriront pas même qu'on discute.

Et il ne s'agit pas seulement du travailleur qui vit de ses bras au jour le jour, et qu'un salaire incertain ne nourrit pas toujours; il ne s'agit pas seulement de celui dont les enfants meurent d'inanition dans une lente agonie (1); il s'agit aussi du producteur, auquel l'usure enlève la plus grosse part du fruit de son labeur; il s'agit encore de cette foule innombrable d'industriels, qui usent leurs forces au service d'une production quelconque, et passent leur existence à lutter contre les exigences des marchands d'argent.

Car l'industrie porte au flanc une plaie cancéreuse, plaie rongeante et profonde, qui engendre la mort, c'est-à-dire la banqueroute. Pour échapper à sa destinée, déjà bien des sacrifices ont été accomplis; aucun n'a suffi; le seigneur et maître de tout travail, le capital, dans son insatiable convoitise, n'a rien voulu concéder: comme le lion, il fait les parts et s'adjuge ce qui lui convient. A tout ce qui, dans l'industrie, n'est pas or, il ne reste donc plus qu'à se préparer à mourir.

Quelle est donc la moralité des expositions? Pour nous la voici: Les machines ont changé les conditions d'équilibre de la société; les révolutions qu'elles ont opérées dans l'ordre industriel appellent des révolutions semblables dans l'ordre social. La production augmentant, la somme du travail a diminué; il faut donc ou suivre la théorie de Malthus, qui consiste à égorger les enfants pour limiter le développement de la population, ou aborder franchement le champ des réformes, et régénérer une organisation incompatible avec les progrès de l'esprit humain.

Economistes, songez-y! peut-être en est-il temps encore; entrez dans la voie de l'avenir, si vous ne voulez pas que cette somptueuse fête de l'industrie ne soit le banquet du failli à la veille du dépôt de son bilan.

CHARLES MARTIN.

(1) Blanqui, *Rapport sur la situation des classes ouvrières en* 1848.

COURS ET TRIBUNAUX.

PREMIER CONSEIL DE GUERRE.

Audience du 31 août.

Meurtre d'un fusilier de la ligne par un clairon du 3e bataillon des chasseurs à pied.

Le 12 août, sur les huit heures du soir, un fusilier du 59e régiment de ligne, le nommé Krebs, rendait le dernier soupir dans la rue de Lille, à la hauteur du numéro 87. Il venait d'être frappé de deux coups de sabre par un militaire appartenant au 3e bataillon de chasseurs à pied. Le premier coup avait porté sur le coude droit, et n'avait occasionné qu'une légère blessure; mais le second avait traversé la cuisse, et à la suite de l'hémorrhagie qui se manifesta, la mort avait été instantanée.

La première personne accourue aux cris de la victime fut un prêtre qui, à l'instant même, sortait d'une maison de la rue de Lille. Ce courageux ecclésiastique se précipita sur le meurtrier, et aidé d'un trompette du 2e régiment de dragons, il parvint à le désarmer et à l'arrêter.

Le commissaire de police du quartier de la Monnaie, instruit de ce malheureux événement, se transporta immédiatement sur les lieux; il trouva le corps, qui avait été déposé dans une chambre de la caserne de la rue de Lille,

L'accusé est âgé de 35 ans. C'est la troisième fois qu'il est admis comme remplaçant. Il a fait un premier congé dans le 67e régiment de ligne, et appartient aux chasseurs à pied depuis la formation de ce corps.

Jaeglin est un homme de moyenne taille, sa physionomie est sombre; il compte plusieurs campagnes en Afrique. Etant dans la province d'Oran, il a été jugé pour vol et condamné à l'emprisonnement.

Les effets d'habillement que portait la victime sont déposés sur le bureau du conseil. L'accusé reconnaît le pantalon, la tunique et la chemise qui lui sont présentés. Ces effets sont couverts de sang, ainsi que le sabre-baïonnette de l'accusé, avec lequel il a commis le crime.

M. le président. — Vous êtes accusé d'avoir commis un meurtre sur un fusilier du 59e de ligne. Comment vous êtes-vous rencontré avec ce militaire?

L'accusé. — Cet homme-là venait de la barrière de l'Ecole militaire, avec trois camarades, ils m'ont insulté en passant près de l'esplanade des Invalides. Je revenais moi-même de la barrière, où j'avais bu.

D. Quelle insulte vous ont-ils adressée? — R. Ils m'ont dit qu'il n'y avait que de la crapule dans les chasseurs à pied.

D. Ce serait vous, au contraire, qui auriez traité le premier de crapules les soldats de la ligne, et cette épithète injurieuse vous aurait été renvoyée par ces militaires. Dans tous les cas, ce n'était pas une raison pour tirer votre sabre et vous en servir. — R. Ils menaçaient de s'avancer sur moi, j'ai dégaîné et j'ai dit: « Le premier qui me touche, je le renverse d'un coup de sabre. »

M. le président. — Vous n'avez pas seulement porté un coup, c'est un second coup de sabre, porté à la cuisse, qui a été mortel; le premier, qui a touché le coude, aurait dû satisfaire votre vengeance.

L'accusé. — Je ne croyais pas avoir fait un si grand malheur. Le lendemain, quand le commissaire de police m'a interrogé, c'est lui qui m'a appris que j'avais tué un camarade.

M. le président. — Après avoir commis cet homicide, vous vous êtes enfui, et vous avez été arrêté par un prêtre et par un trompette de cavalerie. Vous n'étiez pas ivre à ne pas savoir ce que vous faisiez, car vous avez opposé une vive résistance. Vous avez même dit au prêtre, qui déposait des circonstances du crime que vous veniez de commettre: Et surtout, vous, n'en dites pas plus qu'il n'y en a! » Vous aviez donc toute votre raison?

L'accusé. — Je ne me souviens pas de cela.

On procède à l'audition des témoins.

Muller. — Grenadier au 59e de ligne.

Nous avons rencontré, moi, Hoffman et Krebs, un chasseur à pied. Tiens, a-t-il dit: Voilà de la ligne, c'est de la crapule. Mon camarade a repris: C'est vous, les chasseurs à pied, qui êtes des crapules. Après ces paroles lâchées, mon camarade Krebs s'est arrêté pour uriner, et il a reçu les coups de sabre. J'étais à quatre pas de la victime, je l'ai vu tomber.

M. l'abbé Pierron se présente en soutane.

Le témoin est âgé de 50 ans, attaché à l'église Saint-Etienne-du-Mont, demeurant rue Royer-Collard.

Je sortais d'un hôtel de la rue de Lille. Une personne qui était sur la porte m'aborda en me disant: Voilà un militaire qui a le sabre à la main, je crains qu'il n'en fasse un mauvais usage. Comme il était entouré de plusieurs personnes, je m'avançai au milieu d'elles, et, adressant la parole au militaire, je lui dis: « Vous allez me donner votre sabre, vous n'êtes pas digne de le porter. Comme il faisait résistance, je criai: A moi! dragon. Le dragon que je voyais dans la rue arriva et saisit le sabre. Je prêtai main-forte et nous parvînmes à désarmer le chasseur.

Arrivèrent alors deux fusiliers d'infanterie, qui se joignirent au dragon. Je leur recommandai de bien le tenir et de garder le sabre en leur possession. Au même instant, j'entendis de l'autre côté de la rue qu'on disait: Le malheureux se meurt!

Je priai la foule de se retirer; je vis la victime qui nageait dans une mare de sang; je lui donnai l'absolution *in extremis*.

M. le président. — Ce chasseur n'a-t-il pas voulu se jeter sur vous, qui le faisiez arrêter?

Le témoin. — Il paraissait fort animé; il a dit: « Surtout n'en dites pas plus qu'il n'y en a. » Il ne m'a dit aucune injure. Au surplus, je n'avais pas ma soutane ce jour-là.

M. le président. — Vous a-t-il paru que ce militaire fût en état d'ivresse.

Le témoin. — Il ne m'a pas semblé qu'il eût bu, il a reconnu le trompette de dragons, il l'appelait *son collègue*, et cependant le jour commençait à baisser; il faisait presque nuit. J'en conclus qu'il savait bien ce qu'il faisait.

M. le commandant Delattre, de l'état-major, commissaire du gouvernement, soutient l'accusation de meurtre, et subsidiairement celles de blessures volontaires, qui ont entraîné la mort sans intention de la donner.

M. le commandant proteste, dans son réquisitoire, contre la supposition qui avait été faite tout d'abord d'une animosité existante entre les chasseurs à pied et le 59e régiment de ligne.

Mes Cartelier et Robert Dumesnil ont uni leurs efforts pour faire écarter la préméditation et substituer à l'accusation de meurtre celle de blessures volontaires qui ont occasionné la mort.

Le conseil repousse ce système de défense, et, déclarant l'accusé coupable de meurtre commis avec préméditation, le condamne à la peine de mort.

Le jugement a été lu immédiatement en présence de la garde assemblée sous les armes. Le condamné a entendu sans mot dire la sentence prononcée contre lui; mais il paraissait consterné du résultat.

SPECTACLES DU 3 SEPTEMBRE 1849.

THÉATRE DE LA NATION. — Diable à quatre, Lucie de Lammermoor.

THÉATRE-FRANÇAIS. — La Chute de Séjan, la Ligue des Amants.

OPÉRA-COMIQUE. — Haydée.

SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — La Jeunesse du Cid, le Trembleur.

THÉATRE-HISTORIQUE. — Le Chevalier d'Harmental.

VAUDEVILLE. — Une semaine à Londres, le troisième Numéro de la Foire aux idées.

VARIÉTÉS. — Les Caméléons.

GYMNASE. — Les Sept Billets, la Famille Riquebourg, Chacun chez soi, Brutus... lâche César!

THÉATRE MONTANSIER. — Le Groum, un Oiseau de passage, une Chaîne anglaise, les Atômes Crochus.

PORTE SAINT-MARTIN. — L'Etoile du Marin, l'Hôtel de la Tête Noire.

AMBIGU-COMIQUE. — Le Juif Errant.

FOLIES-DRAMATIQUES. — Un troupier, OEil et Nez, Mme Grégoire, le Cauchemar de son propriétaire.

DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — L'avocat sans cause, aux Innocents les mains pleines, Paris l'été.

PARIS. — Imprimerie centrale des chemins de fer de NAPOLÉON CHAIX et Ce, rue Bergère, 20.